



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

GIRONDE

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°33-2021-027

PUBLIÉ LE 19 FÉVRIER 2021

# Sommaire

## DDCS

- 33-2020-12-21-008 - Arrêté abrogeant l'autorisation de fonctionnement du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) de l'association Emmaüs Gironde sise 245, cours de la Somme - Bordeaux 33800 (2 pages) Page 3
- 33-2021-02-15-012 - Arrêté portant avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel. (9 pages) Page 6

## DDTM DE LA GIRONDE

- 33-2021-01-15-013 - Arrêté annuel du 15 janvier 2021 autorisant la pêche de carpe de nuit pour l'année 2021 (32 pages) Page 16
- 33-2021-02-18-002 - Arrêté du 18 février 2021 portant suspension de la pêche et du ramassage de tous les coquillages dont les huîtres en provenance de toutes les zones de production du bassin d'Arcachon y compris le banc d'Arguin (3 pages) Page 49
- 33-2021-02-16-001 - Arrêté inter préfectoral du 16 février 2021 portant règlement de police applicable à la ZMEL le long du littoral de la commune d'Arès (8 pages) Page 53
- 33-2021-01-15-014 - Arrêté préfectoral du 15 janvier 2021 autorisant la mise en place de parcours de pêche de "graciation" dans le département de la Gironde pour l'année 2021 (16 pages) Page 62

## DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

- 33-2021-02-04-011 - Arrêté de composition de la CLE du SAGE de la Vallée de la Garonne 2021 (5 pages) Page 79

## DREAL NA

- 33-2021-02-12-006 - Arrêté de subdélégation de signature Alice-Anne Médard - 33 - 12022021 (8 pages) Page 85

## PREFECTURE DE LA GIRONDE

- 33-2021-02-19-001 - Arrêté portant interdiction de manifester le 20/02/21 sur certaines voies et espaces publics de la ville de Bordeaux (3 pages) Page 94
- 33-2021-02-18-001 - Arrêté temporaire réglementant le transport, la détention et l'utilisation d'artifices de divertissement, le transport et la détention sur l'espace public de carburant, d'acides et de tous produits inflammables ou chimiques sur la commune de Bordeaux samedi 20 février 2021 (2 pages) Page 98

DDCS

33-2020-12-21-008

Arrêté abrogeant l'autorisation de fonctionnement du  
Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) de  
l'association Emmaüs Gironde sise 245, cours de la

*Arrêté abrogeant l'autorisation de fonctionnement du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile  
(CADA) de l'association Emmaüs Gironde sise 245, cours de la Somme - Bordeaux 33800*



## **ARRÊTÉ**

**abrogeant l'autorisation de fonctionnement  
du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA)  
de l'association Emmaüs Gironde sise 245 cours de la Somme - Bordeaux (33800)**

### **La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L.312-1 I 13°, L.313-1 et L.313-17 à L.313-19 ;

**VU** le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

**VU** le décret en date du 27 mars 2019 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO aux fonctions de Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-ouest, Préfète de la Gironde ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 août 2017 portant création du CADA Emmaüs, d'une capacité de 60 places ;

**CONSIDÉRANT** la délibération du Conseil d'Administration d'Emmaüs Gironde en date du 17 mars 2020 ;

**SUR PROPOSITION** de la Directrice départementale déléguée de la cohésion sociale ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Par délibération en date du 17 mars 2020, le Conseil d'Administration de l'association d' Emmaüs Gironde a pris la décision de cesser les activités de son Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile.

**Article 2 :**

L'autorisation de fonctionnement délivrée pour une période de quinze ans par arrêté préfectoral du 10 août 2017 susvisée prend fin à compter du 31 décembre 2020, date de la cessation d'activité du CADA Emmaüs Gironde.

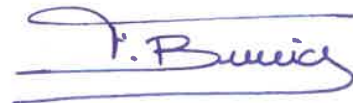
L'arrêté préfectoral du 10 août 2017 susvisé est abrogé à compter du 31 décembre 2020.

**Article 3 :**

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, Préfète de la Gironde et la Directrice départementale de la cohésion sociale de la Gironde sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 21 DEC. 2020

La Préfète de région,



Fabienne BUCCIO

DDCS

33-2021-02-15-012

**Arrêté portant avis d'appel à candidatures aux fins  
d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des  
majeurs exerçant à titre individuel.**

*Arrêté portant avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément de mandataires judiciaires à la  
protection des majeurs exerçant à titre individuel.*



**Arrêté**

**portant avis d'appel à candidatures**

**aux fins d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L.312-5, L.472-1, L.472-1-1 et D.472-5-1 ;

**VU** le code civil, notamment son article 450 ;

**VU** l'arrêté du 12 juillet 2017 relatif au formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel ;

**VU** le schéma régional de la protection juridique des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la Nouvelle-Aquitaine 2020-2024 en date du 6 juillet 2020 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2021 fixant le calendrier prévisionnel 2021-2023 des appels à candidatures aux fins d'agrément de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde (hors classe) - Mme BUCCIO (Fabienne)

**CONSIDÉRANT** les orientations du schéma régional susvisé, fixant le plafond de mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel en Gironde, indiquant une augmentation prévisionnelle du nombre de mesures de protection gérées chaque année par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs, et comprenant l'objectif 1.2.3 de faire évoluer l'offre de mandataires individuels en fonction des besoins observés sur les territoires ;

**CONSIDÉRANT** les besoins constatés en agréments de mandataires individuels, résultant des prévisions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2021 susvisé, du nombre de mandataires individuels actuellement agréés, des cessations d'activité constatées depuis les derniers agréments de septembre 2018 et des constats transmis par les juges des tutelles des trois tribunaux d'instance du département ;

**ARRÊTE**

**Article premier** : L'avis d'appel à candidatures aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs exerçant à titre individuel pour le département de la Gironde est défini en annexe 1 du présent arrêté. La procédure est rappelée en annexe 2.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Gironde

**Article 3** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de la préfète de la Gironde, soit hiérarchique auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé, dans les deux mois suivant sa notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Bordeaux, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de ce délai valant rejet implicite.

**Article 4** : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bordeaux.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice départementale déléguée de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Bordeaux, le 15 FEV. 2021

La Préfète  
Par délégation  
La Sous-préfète



Houda VERNHET





## **ANNEXE 1**

### **AVIS D'APPEL À CANDIDATURES**

aux fins d'agrément  
en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs  
exerçant à titre individuel pour le département de la Gironde

Seuls seront examinés les dossiers de candidature adressés  
par **courrier recommandé avec accusé de réception**

**transmis entre le 19 février et le 19 avril (inclus)**  
(cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :

**Direction départementale déléguée de la cohésion sociale  
Pôle accès aux droits - AAC MJPM  
Espace Rodesse  
103 bis rue Belleville  
CS 61 693  
33062 BORDEAUX Cedex**

et dont la copie du dossier sera adressée en recommandé avec accusé de réception à

**Madame le Procureur de la République  
Tribunal judiciaire de Bordeaux  
Service civil du Parquet  
(Appel à candidatures MJPM)**

**30 rue des Frères Bonie - CS 11403  
33077 BORDEAUX Cedex**

## I. IDENTIFICATION DES BESOINS

### I.1. Besoins quantitatifs

Le schéma régional de la protection juridique des majeurs et des délégués aux prestations familiales de la Nouvelle-Aquitaine 2020-2024 fixe le plafond des mandataires individuels exerçant en Gironde à 130. Ce chiffre est un plafond, et non un objectif à atteindre, permettant à la fois de répondre aux besoins en mandataires individuels et de préserver l'équilibre de l'offre entre les différentes catégories de mandataires au sein du département.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la Gironde compte 114 mandataires agréés auprès des trois tribunaux judiciaires (TJ), sur un ou plusieurs d'entre eux cumulativement, faisant notamment suite à la cessation d'activité de 5 mandataires en 2020.

Le schéma régional précité prévoit en outre une augmentation annuelle constante du nombre de mesures gérées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs.

Le besoin prévisionnel d'ouverture de nouveaux agréments pour 2021 a ainsi été fixé par l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2021 à 5 agréments auprès du TJ de Bordeaux, 2 agréments auprès du TJ de Libourne et 2 agréments auprès du TJ d'Arcachon. Le présent appel à candidatures vise à répondre à ces besoins.

### I.2. Besoins qualitatifs

Le schéma régional constate l'augmentation des situations complexes des personnes protégées (personnes souffrant de troubles psychiques et/ou d'addictions, situations de surendettement, précarité sociale extrême et sans-abrisme) et la nécessité d'un accompagnement global de ces personnes (accès aux droits, santé, logement...) au cœur duquel le mandataire se situe en lien avec l'ensemble des partenaires sanitaires, sociaux et médico-sociaux.

Cela suppose de la part des mandataires la capacité d'activer les dispositifs adéquats et de mettre en œuvre les partenariats nécessaires avec les acteurs accompagnant les personnes protégées.

Par ailleurs, l'article 415 du code civil dispose que la mesure de protection favorise, dans la mesure du possible, l'autonomie de la personne protégée et l'article 9 de la Charte des droits et libertés de la personne majeure protégée garantit le consentement éclairé et la participation de la personne. Or le diagnostic du schéma fait apparaître que « la valorisation de la personne, de ses aptitudes et ses potentialités dans une démarche d'autonomie est un axe qui n'est pas assez travaillé. »

Une attention particulière des mandataires est donc nécessaire sur les moyens à mettre en œuvre pour favoriser l'autonomie et la participation des personnes protégées à leur mesure de protection.

Le présent appel à candidatures vise donc à répondre à ces besoins dans l'appréciation des critères de l'article R.472-1 du code de l'action social et des familles.

Enfin, la configuration du département de la Gironde comprend des distances géographiques infra départementales importantes. Le présent appel à candidature prendra donc en compte la localisation géographique des candidats et leur proximité à chacune des zones ressorts des tribunaux judiciaires afin de respecter le critère de proximité de l'accompagnement des personnes protégées.

## II. OBJET DE L'APPEL A CANDIDATURES

L'appel à candidature a pour objet l'agrément de :

- **2 mandataires** à la protection juridique des majeurs en vue de l'exercice de mandats spéciaux auxquels il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de mesure de la curatelle ou la tutelle, auprès du tribunal judiciaire **d'Arcachon**,

- **5 mandataires** à la protection juridique des majeurs en vue de l'exercice de mandats spéciaux auxquels il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de mesure de la curatelle ou la tutelle, auprès du tribunal judiciaire de **Bordeaux**,

- **2 mandataires** à la protection juridique des majeurs en vue de l'exercice de mandats spéciaux auxquels il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de mesure de la curatelle ou la tutelle, auprès du tribunal judiciaire de **Libourne**,

**Une personne peut bénéficier d'un agrément auprès de plusieurs tribunaux judiciaires.**

Un candidat peut donc prétendre à être agréé sur un ou plusieurs tribunaux. Son dossier de candidature doit clairement mentionner le ou les tribunaux judiciaires pour lequel/lesquels il demande un agrément.

### **III. MODALITÉS DE DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE**

#### **1. Date limite de dépôt des dossiers de candidature**

Les dossiers de candidature devront être transmis au plus tard **le 19 avril 2021**, par courrier recommandé avec accusé de réception, le cachet de la poste faisant foi.

#### **2. Contenu du dossier de candidature et pièces justificatives exigibles**

La réponse à l'appel à candidatures s'effectue en transmettant le formulaire CERFA n°13913\*02, défini par l'arrêté du 12 juillet 2017 relatif au formulaire de dossier de candidature aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs à titre individuel.

À ce formulaire, sont jointes l'ensemble des pièces annexes mentionnées au II de l'article D.472-5-2 du CASF (la liste de ces pièces est rappelée à la fin du formulaire).

Une notice explicative est jointe au formulaire CERFA afin d'aider les candidats à préparer leur dossier de candidature.

Ces documents sont disponibles à l'adresse URL suivante :  
<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/R1898>

#### **3. Modalités et adresse de transmission de la candidature**

Le dossier de candidature est à envoyer, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, dans le délai défini dans le présent avis aux deux adresses suivantes :

Direction départementale déléguée de la cohésion sociale de Gironde  
Pôle accès aux droits  
AAC MJPM  
Espace Rodesse  
103 bis rue Belleville  
CS 61 693  
33 062 BORDEAUX Cedex

Madame le Procureur de la République  
Tribunal judiciaire de Bordeaux  
Service civil du Parquet  
(Appel à candidatures MJPM)  
30 rue des Frères Bonie - CS 11403  
33077 BORDEAUX Cedex

### **IV. PERSONNE À CONTACTER**

Toute demande d'information, qui ne trouverait pas déjà une réponse au sein du présent appel à candidatures et de ses annexes, peut être adressée à :

Caroline COLIN  
Responsable de l'unité Protection des personnes vulnérables  
[caroline.colin@gironde.gouv.fr](mailto:caroline.colin@gironde.gouv.fr)  
05 47 47 47 06



**PRÉFÈTE  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale déléguée  
de la cohésion sociale**

## **ANNEXE 2**

### **RAPPEL DE LA PROCÉDURE D'APPEL A CANDIDATURES**

aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des  
majeurs

exerçant à titre individuel pour le département de la Gironde

## I. FONDEMENTS JURIDIQUES

### **Article L.472-1-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) :**

« L'agrément est délivré après un appel à candidatures émis par le représentant de l'État dans le département, qui fixe la date à laquelle les dossiers de candidature doivent être déposés. Les conditions d'application du présent alinéa, notamment les informations qui doivent être fournies par les candidats, sont fixées par décret.

Le représentant de l'État dans le département arrête la liste des candidats dont le dossier est recevable au regard des conditions prévues aux articles L. 471-4 et L. 472-2.

Il classe les candidatures figurant sur la liste mentionnée au deuxième alinéa du présent article et en sélectionne certaines, en fonction des objectifs et des besoins fixés par le schéma régional d'organisation sociale et médico-sociale prévu au b du 2° de l'article L. 312-5 et de critères garantissant la qualité, la proximité et la continuité de la prise en charge définis par décret en Conseil d'État.

Le représentant de l'État dans le département délivre l'agrément aux candidats sélectionnés, après avis conforme du procureur de la République.

Tout changement dans l'activité, l'installation ou l'organisation d'un mandataire ou dans les garanties en matière de responsabilité civile prévues à l'article L. 472-2 doit être porté à la connaissance de l'autorité compétente. Tout changement affectant le respect des critères mentionnés aux deuxième et troisième alinéas du présent article ainsi que la nature des mesures que le mandataire exerce nécessite la délivrance d'un nouvel agrément dans les conditions prévues au présent article. »

### **Les articles R.472-1 à D.472-6-1 du CASF viennent préciser ces dispositions.**

L'article R. 472-1 dispose en particulier que :

« Les candidatures aux fins d'agrément en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs sont classées et sélectionnées par le représentant de l'État dans le département en fonction des objectifs et des besoins fixés par le schéma régional d'organisation sociale et médico-sociale prévu à l'article L. 312-5 et de critères garantissant la qualité, la proximité et la continuité de prise en charge ou d'accompagnement.

Ces critères sont :

1° Au titre de la qualité et de la continuité de la prise en charge ou de l'accompagnement :

a) Les moyens matériels prévus pour l'activité, notamment les matériels, en particulier informatiques, et les locaux dédiés à cette activité, les moyens prévus pour la protection des données personnelles des personnes protégées ;

b) Les moyens humains prévus pour l'activité, notamment le temps disponible pour cette activité, du mandataire et, le cas échéant, du secrétaire spécialisé, au regard du volume d'activité envisagé, les formations obtenues et les expériences professionnelles, autres que celles obligatoires pour l'exercice de la fonction ;

c) Les moyens prévus pour l'accueil de la personne protégée et pour les échanges entre le mandataire et la personne protégée ;

d) La formalisation et la pertinence de la notice d'information et du projet de document individuel de protection des majeurs ;

e) La formalisation et la pertinence de son projet professionnel. Pour l'appréciation de ce dernier, sont pris en compte, notamment, la qualité du réseau pluridisciplinaire de professionnels, en projet ou déjà constitué, comprenant notamment d'autres mandataires judiciaires à la protection des majeurs, les modalités prévues pour protéger les données personnelles, garantir la qualité du service rendu et organiser la continuité de la prise en charge ou de l'accompagnement ;

2° Au titre de la proximité de prise en charge ou d'accompagnement :

a) La proximité des locaux d'activité professionnelle du mandataire par rapport aux besoins que l'appel à candidature a pour objet de satisfaire ;

b) Les moyens prévus pour assurer les déplacements nécessaires à l'exercice de la fonction de mandataire, notamment les moyens de locomotion ;

c) Les moyens prévus pour les échanges entre le mandataire et la personne protégée.

L'appréciation de ces critères tient compte des besoins que l'appel à candidature a pour objet de satisfaire et qui sont rappelés dans l'avis d'appel à candidature.»

## **II. MODALITÉS D'INSTRUCTION DES DEMANDES DE CANDIDATURE**

L'instruction des demandes de candidature s'effectue en quatre phases :

### **1ère phase : vérification de la complétude des dossiers de candidatures**

La direction départementale déléguée de la cohésion sociale dispose d'un délai de 20 jours à compter de la réception des dossiers pour en accuser réception ou demander les pièces manquantes.

Le dossier de candidatures est déclaré complet s'il comprend le formulaire CERFA renseigné et l'ensemble des pièces mentionnées au II de l'article D.472-5-2 du CASF.

### **2ème phase : vérification de la recevabilité des candidatures**

La direction départementale déléguée de la cohésion sociale procède ensuite à l'examen de la recevabilité des candidatures dont le dossier est complet. Un arrêté fixe la liste des candidatures recevables.

### **3ème phase : audition des candidats**

Les personnes dont la candidature est recevable sont auditionnées par la commission départementale d'agrément qui est chargée de donner son avis sur chacune des candidatures.

### **4ème phase : classement des candidatures et décisions**

Dans la limite du nombre d'agréments que l'appel à candidatures vise à satisfaire, les agréments seront délivrés par la préfète de département, après avis conforme du procureur de la République, aux candidats les mieux classés.

Le classement prend en compte :

- les éléments d'information fournis par les candidats dans leur dossier de candidature,
- l'avis de la commission départementale d'agrément.

Il est effectué sur le fondement :

- des critères mentionnés au 3ème alinéa de l'article L.472-1-1 et à l'article R.472-1 du code de l'action sociale et des familles,
- des objectifs et des besoins définis par le schéma régional et rappelés dans l'avis d'appel à candidatures.

Le candidat devra également pour être agréé respecter les conditions relatives au cumul, mentionnées aux articles L. 471-2-1 et R.471-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les critères de classement et de sélection des candidatures sont les critères précités définis par l'article R.472-1 du CASF.

### III. VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Les voies et délais de recours seront précisées dans les différentes décisions relatives aux demandes d'agrément.

En effet, toute décision administrative peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de la Gironde dans les deux mois suivant sa notification et/ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif, dans le délai de deux mois suivant sa notification ou, le cas échéant, dans les deux mois suivant la réponse de l'administration en cas de recours gracieux.

L'avis de la commission d'agrément ne constitue pas une décision administrative (il est un acte préparatoire à la décision d'agrément) : il ne peut donc faire l'objet d'un recours gracieux ou contentieux.

DDTM DE LA GIRONDE

33-2021-01-15-013

Arrêté annuel du 15 janvier 2021 autorisant la pêche de  
carpe de nuit pour l'année 2021





**ARRÊTE ANNUEL  
AUTORISANT LA PÊCHE DE LA CARPE DE NUIT POUR L'ANNÉE 2021**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** le code de l'Environnement, et notamment l'article R.436-14,  
**VU** les dispositions de l'Arrêté Réglementaire Permanent sur la Police de la Pêche en Gironde modifié,  
**VU** l'arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Renaud LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
**Vu** l'arrêté pris au nom de la Préfète, portant subdélégation de signature de Renaud LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
**VU** la demande présentée par la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de la Gironde (FDAAPPMA33), représentée par son Président, M. Daniel BOURDIE en date du 28/10/2020,  
**VU** l'avis du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) en date du 13/01/2021,  
**VU** l'avis du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
**Considérant** que cette pratique de pêche ne porte pas atteinte à l'équilibre piscicole et halieutique,  
**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la GIRONDE,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> – Objet :**

La pêche de la carpe à toute heure est autorisée, jusqu'au 31 décembre 2021, sur les portions de cours d'eau ou de plans d'eau désignées dans les documents joints en annexes du présent arrêté. Lorsque des postes sont identifiés dans les documents annexés, la pêche de la carpe à toute heure n'est autorisée qu'au niveau de ces postes.

**ARTICLE 2 – Matérialisation sur le terrain :**

Tous les parcours concernés par la pêche de la carpe de nuit devront être signalés de manière apparente sur le terrain par des panneaux de la manière suivante :

- parcours constitués de plans d'eau dans leur intégralité : le signalement sera mis en place aux principaux accès au plan d'eau et rappellera le cas échéant de manière claire les limites des réserves de pêche, qui doivent être respectées.
- parcours comportant des postes fixes : indication précise des postes par la signalétique mise en place sur le terrain, a minima aux accès principaux.
- parcours comportant des linéaires de cours d'eau : la limite amont et la limite aval devront être matérialisées sur le terrain par des panneaux explicitant clairement s'il s'agit de la limite amont ou de la limite aval du linéaire autorisé.

**ARTICLE 3 – Modalités de pêche et devenir des captures :**

Le nombre de lignes autorisé est limité à 4 munies de 2 hameçons au plus, conformément à la réglementation en vigueur. Seuls les appâts végétaux sont autorisés.

Durant toute la période de pêche de nuit, comprise entre la demi-heure qui suit le coucher du soleil et la demi-heure qui précède son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée. Les carpes devront être remises à l'eau immédiatement.

**Dans le cas de captures accidentelles d'autres espèces, les individus capturés seront immédiatement remis à l'eau.**

Conformément à l'article R436-16 du code de l'environnement, est puni d'une amende de 22 500 € le fait de transporter vivante une carpe de plus de 60 cm de long.

Les poissons appartenant à des espèces susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques seront obligatoirement détruits sur place.

**ARTICLE 4 - Carte de pêche :**

Les participants devront être titulaires de la carte de pêche de l'année en cours, délivrée par une association agréée pour la pêche et la protection du milieu aquatique (A.A.P.P.M.A.) et avoir acquitté la redevance piscicole pour la protection du milieu aquatique, visée à l'article L.213-10-12 du code de l'environnement.

**ARTICLE 5 - Respect des lieux :**

Les pêcheurs ne devront laisser aucun débris sur place, ceux-ci seront obligatoirement emportés ou déposés dans un endroit prévu à cet effet.

L'implantation éventuelle de tentes doit respecter la réglementation en vigueur et notamment la propriété privée.

L'usage du feu doit respecter la réglementation en vigueur dans le département de la Gironde en toute saison.

**ARTICLE 6 - Réglementation pêche :**

Toutes les dispositions en vigueur concernant la réglementation générale et particulière de la pêche, non modifiées par le présent arrêté, sont à respecter.

**ARTICLE 7 : Délais et voies de recours :**

En application du code des relations du public avec l'administration et du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>

**ARTICLE 8 – Exécution et publication :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du département de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité et tous les agents habilités à constater les infractions à la police de la pêche en eau douce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

Bordeaux, le 15 JAN. 2021

Pour la Préfète et par délégation

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, par délégation,  
La Cheffe de l'Unité Nature



Delphine ESPALIEU

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 93 30 33  
Mél: martine.esclair@gironde.gouv.fr  
www.gironde.gouv.fr

**PARCOURS CARPES DE NUIT DANS LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE ANNÉE 2021****TABLEAUX RÉCAPITULATIFS**

Chaque parcours est décrit en détail par une fiche. L'ensemble de ces fiches constitue les 26 pages d'annexes suivantes. Lorsque des postes fixes sont mentionnés sur ces fiches, ce sont les seuls endroits où la pêche de la carpe de nuit est autorisée.

Les parcours de pêche et la réglementation correspondante sont mis en ligne sur le site de la FDAAPPMA33 à l'adresse suivante : [www.peche33.com](http://www.peche33.com)

**DOMAINE PUBLIC FLUVIAL**

| DÉNOMINATION | DÉTENTEUR DU DROIT DE PÊCHE AUX LIGNES | LIMITE AMONT                    | LIMITE AVAL                   |
|--------------|--|---------------------------------|-------------------------------|
| GARONNE      | FÉDÉRATION DES AAPPMA 33               | Limite du département           | Pont de Cadillac - D11        |
| DORDOGNE     | FÉDÉRATION DES AAPPMA 33               | PK 38,400_Limite du département | Pont du Port du Noyer - D2089 |
| ISLE         | FÉDÉRATION DES AAPPMA 33               | Limite du département           | Pont SNCF, commune de Coutras |

**DOMAINE PRIVE -EAUX LIBRES**

| DENOMINATION                | COMMUNES                 | DÉTENTEUR DU DROIT DE PÊCHE AUX LIGNES | LIMITE AMONT   | LIMITE AVAL   |
|-----------------------------|--------------------------|--|--|---|
| Étang du Grand Bernadas     | HOSTENS                  | Fédération des AAPPMA 33               | 7 postes fixes (détail sur fiche)  |   |
| Étang du Petit Bernadas     | HOSTENS                  | Fédération des AAPPMA 33               | 5 postes fixes (détails sur fiche)   |   |
| Lac de Lamothe              | HOSTENS                  | Fédération des AAPPMA 33               | 8 postes fixes (détail sur fiche)  |   |
| Étang d'Aillas-Sigalens     | AILLAS/SIGALENS          | Fédération des AAPPMA 33               | Totalité du plan d'eau   |   |
| Lac Sud du Moulin Blanc     | SAINT CHRISTOLY DE BLAYE | Fédération des AAPPMA 33               | 6 postes (détail sur fiche)  |   |
| Étang du Petit Broustier    | LARUSCADE                | Fédération des AAPPMA 33               | Totalité du plan d'eau   |   |
| Etang des Tonnes*           | AMBES                    | Fédération des AAPPMA 33               | Totalité du plan d'eau   |   |
| Etang de Laubesc            | CESSAC                   | Fédération des AAPPMA 33               | Totalité du plan d'eau   |   |
| Dropt « La Bûche »          | MONSÉGUR                 | Fédération des AAPPMA 33               | Propriété Fédérale de la Bûche sur la commune de Monséguir matérialisée par une borne en ciment              | Fossé d'écoulement parallèle à la route matérialisée par une borne en ciment – limite « parcours du Dropt » |
| Dropt                       | MONSÉGUR                 | AAPPMA « Gardon Monségurais »          | Fossé d'écoulement parallèle à la route matérialisé par une borne en ciment, limite « parcours de la Bûche » | Fossé d'écoulement communal matérialisé par une borne en ciment   |
| Lac des 5 chemins           | ABZAC                    | AAPPMA « Les Pêcheurs Abzacais »       | 4 postes (détail sur fiche)  |   |
| Etang de Montalipan         | BRAUD ET SAINT LOUIS     | AAPPMA « AIEG »                        | Totalité du plan d'eau   |   |
| Etang de Coutant la Roubine | VILLENAVE D'ORNON        | AAPPMA « AIEG »                        | Totalité du plan d'eau   |   |
| Étang de la Prade           | BAZAS                    | AAPPMA « Brouquitet du Bazadais »      | Lieu-dit « La Rochelle » matérialisé par une borne en ciment   | Lieu-dit « Matchot » matérialisé par une borne en ciment  |

| DENOMINATION             | COMMUNES     | DÉTENTEUR DU DROIT DE PÊCHE<br>AUX LIGNES | LIMITE AMONT   | LIMITE AVAL   |
|--------------------------|--------------|---|--|---|
| Étang de Brondeau        | SAINTE TERRE | AAPPMA « Les Pescafis de Fronsac »        | Totalité du lac  |   |
| Lac de Lacanau           | LACANAU      | AAPPMA « Gaule Canaulaise »               | 10 postes fixes (détail sur fiche)                           |   |
| Lac d'Hourtin -Piqueyrot | HOURTIN      | AAPPMA « Sandre Hourtinais »              | 3 postes fixes (détail sur fiche)                            |   |
| Étang de Brouqueyran     | BROUQUEYRAN  | AAPPMA « Hameçon du Langonnais »          | Rive sud : 300m après la passerelle en bout du barrage       | Rive nord : 200m après le parking                             |
| Étang de Surgenne        | MIOS         | AAPPMA « Brochet Boïen »                  | 6 postes fixes (détail sur fiche)                            |   |
| Étang du Rousset         | CESTAS       | AAPPMA de CESTAS                          | Sud-Ouest du plan d'eau Matérialisée par une borne en ciment | Nord-Ouest du plan d'eau Matérialisée par une borne en ciment |

\* la pêche de nuit sur le parcours de l'étang des tonnes, commune d'AMBES, sera autorisée uniquement en dehors des périodes de chasse au gibier d'eau afin de ne pas perturber les activités cynégétiques.

**DOMAINE PRIVE – EAUX CLOSES POUR LESQUELLES S'APPLIQUE LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE (ARRÊTES PRÉFECTORAUX DU 08/01/2020)**

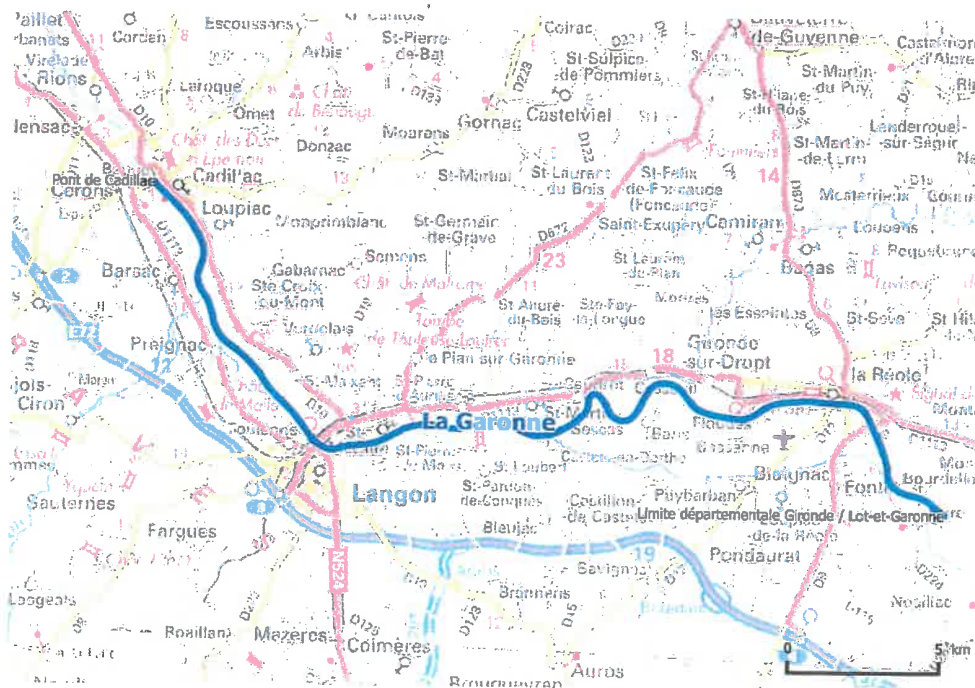
| DÉNOMINATION             | COMMUNES                     | DÉTENTEUR DU DROIT DE PÊCHE<br>AUX LIGNES | LIMITE AMONT                       | LIMITE AVAL |
|--------------------------|------------------------------|---|------------------------------------|-------------|
| Étang de Beauchamps      | MIOS                         | AAPPMA « Brochet Boïen »                  | 6 postes fixes (détails sur fiche) |             |
| Étang de Delcampo        | BIGANOS                      | AAPPMA « Brochet Boïen »                  | 10 postes fixes (détail sur fiche) |             |
| Étang de la Chataignière | SAINT-AVIT-<br>SAINT-NAZAIRE | AAPPMA « Gaule Foyenne »                  | Totalité du plan d'eau             |             |

## **ANNEXE II - FICHES « PARCOURS CARPE DE NUIT » (26)**

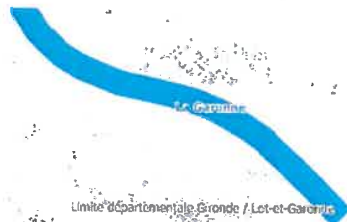


## NOM DU PARCOURS : GARONNE

|              |                                 |               |
|--------------|---------------------------------|---------------|
| Gestionnaire | FDAAPPMA 33                     |               |
| Limites      | ☒ Amont : Limite départementale |               |
|              | ☒ Aval : Pont de Cadillac (D11) |               |
| Situation    | ☒ Rive droite                   | ☒ Rive gauche |
| Signalétique | ☒ Oui                           | ☐ Non         |
| Longueur     | 36,6 km                         |               |
| Postes fixes | ☐ Oui                           | ☒ Non         |



Vue générale du parcours



Limite amont

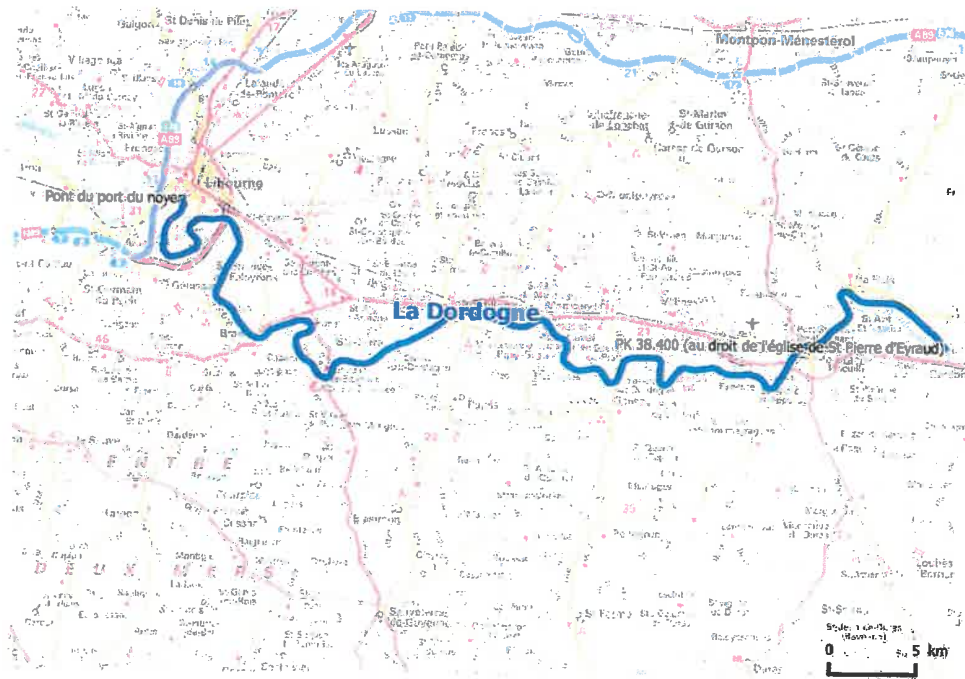


Limite aval

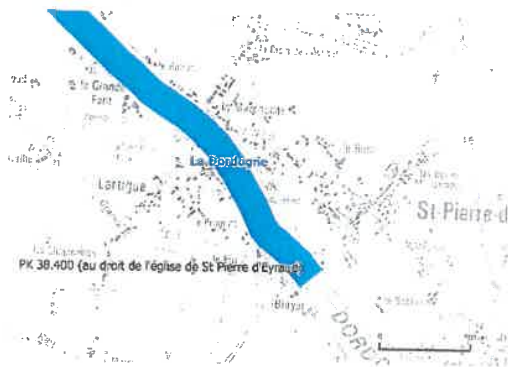


## NOM DU PARCOURS : Dordogne

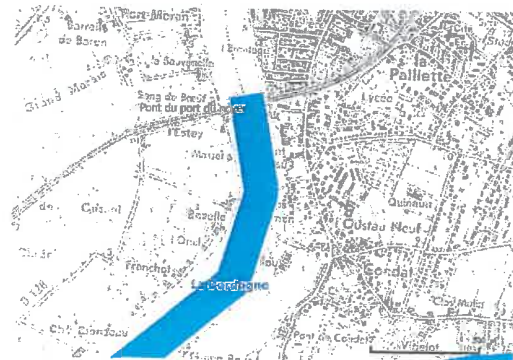
|              |  |   |
|--------------|--|---|
| Gestionnaire | FDAAPPMA 33  |   |
| Limites      | <input checked="" type="checkbox"/> Amont : Limite département           |   |
|              | <input checked="" type="checkbox"/> Aval : Pont du Port du Noyer (D2089) |   |
| Situation    | <input checked="" type="checkbox"/> Rive droite                          | <input checked="" type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                                  | <input type="checkbox"/> Non                    |
| Longueur     | 70 km  |   |
| Postes fixes | <input type="checkbox"/> Oui   | <input checked="" type="checkbox"/> Non         |



Vue générale du parcours



Limite amont

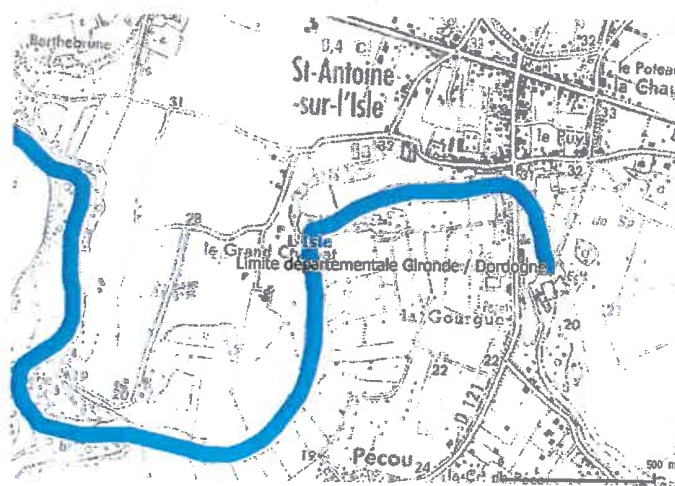


Limite aval

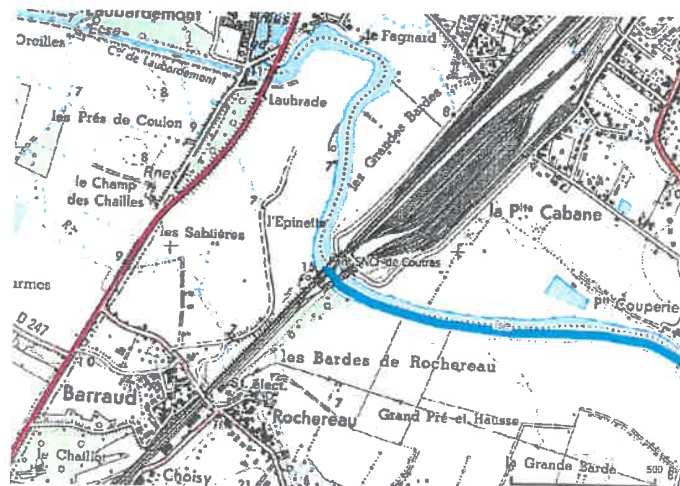


## NOM DU PARCOURS : Isle

|              |   |   |
|--------------|---|---|
| Gestionnaire | FDAAPPMA 33   |   |
| Limites      | <input checked="" type="checkbox"/> Amont : Limite départementale |   |
|              | <input checked="" type="checkbox"/> Aval : Pont SNCF de Coutras   |   |
| Situation    | <input checked="" type="checkbox"/> Rive droite                   | <input checked="" type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                           | <input type="checkbox"/> Non                    |
| Longueur     | 25,5 km   |   |
| Postes fixes | <input type="checkbox"/> Oui                                      | <input checked="" type="checkbox"/> Non         |



Limite Amont du parcours



Limite Aval du parcours

NOM DU PARCOURS : GRAND BERNADAS

Description

|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Grand Bernadas</b>                            |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Hostens</b>                                   |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>13 ha</b>                                     |
| Gestionnaire                                   | <b>Fédération des A.A.P.P.M.A. de la Gironde</b> |

Parcours

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                    |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                               | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | <b>7</b>   |                                      |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Listing postes

|                         |  |
|-------------------------|--|
| Les Escaliers           | 409794.07891637518<br>6385259.3075879421 |
| Les Chalets             | 410198.15493846405<br>6385195.3787893867 |
| Le Ponton               | 410120.58163491281<br>6385107.4050967973 |
| La Plage                | 410010.77812517516<br>6385273.8679872211 |
| Les Boulots du Bernadas | 409899.96736988588<br>6385094.228827     |
| La Pointe Nord          | 410256.52342575777<br>6385361.1848914623 |
| La Fosse                | 410049.03224085778<br>6385065.1229775771 |



NOM DU PARCOURS : PETIT BERNADAS

Description

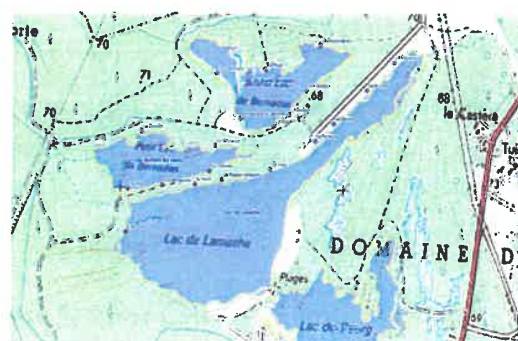
|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Petit Bernadas</b>                            |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Hostens</b>                                   |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>11 ha</b>                                     |
| Gestionnaire                                   | <b>Fédération des A.A.P.P.M.A. de la Gironde</b> |

Parcours

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :..... |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                  |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                   |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                              | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
|                  | Signalétique  | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| Longueur         |   |   |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                           | <input type="checkbox"/> Non            |
| Nombre de postes | <b>5</b>  |   |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Listing postes

|                |  |
|----------------|--|
| La Conche      | 409459.40154942701<br>6385047.1373220477 |
| Les Plongeoirs | 409551.07755117648<br>6384850.3900473583 |
| Les Ilots      | 409396.21157047548<br>6384835.7094791643 |
| Le Nouveau     | 409789.40728822717<br>6384994.6408831896 |
| Les Chênes     | 409762.58810776897<br>6384902.3278648164 |





NOM DU PARCOURS : LAC DE LAMOTHE

Description

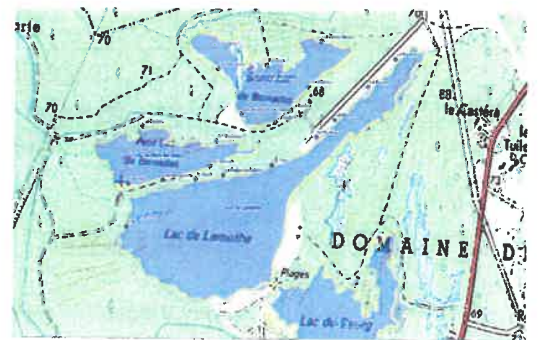
|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Lac de Lamothe</b>                            |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Hostens</b>                                   |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>40 ha</b>                                     |
| Gestionnaire                                   | <b>Fédération des A.A.P.P.M.A. de la Gironde</b> |

Parcours

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                    |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                               | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | <b>8</b>   |                                      |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Listing postes

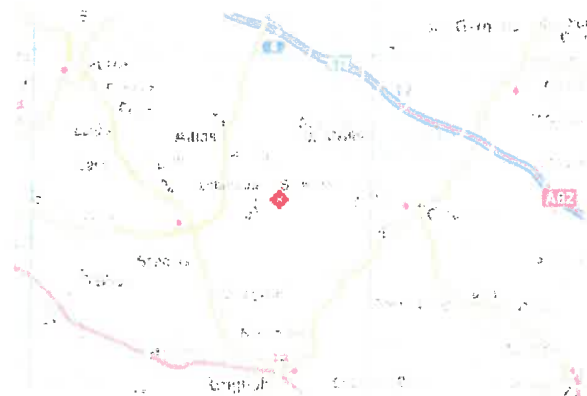
|                      |  |
|----------------------|--|
| La Plaque de Lignite | 409820.16043641919<br>6384870.9315356147 |
| Le Premier           | 410586.59691170196<br>6385299.3453354165 |
| Le Second            | 410465.78973720368<br>6385197.7464746376 |
| L'île                | 409387.51796321553<br>6384678.6995566133 |
| Le Pont              | 409698.07465085265<br>6384854.1040240796 |
| Le Trou              | 410035.18021157983<br>6384908.0776311411 |
| Le Chemin            | 410316.58925199573<br>6385075.4138950249 |
| Le Parking           | 410236.61727640999<br>6385011.8463640762 |



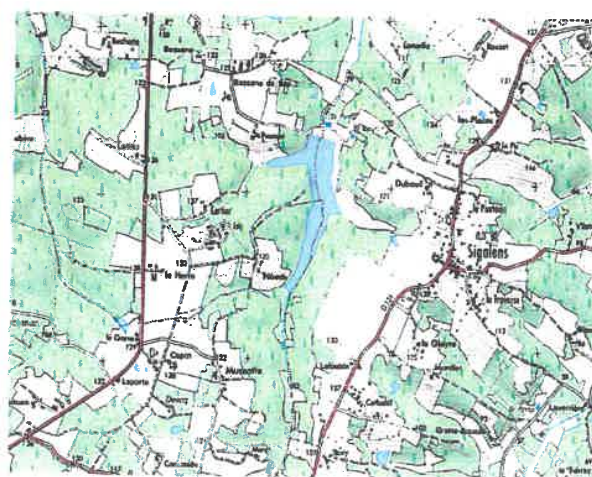
NOM DU PARCOURS : AILLAS-SIGALENS

Description

|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Lac d'Aillas-Sigalens</b>                           |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Sigalens<br/>Aillas</b>                             |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>16 ha</b>   |
| Gestionnaire                                   | <b>Fédération des<br/>A.A.P.M.A. de la<br/>Gironde</b> |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Parcours

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                        |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                         |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                    | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                 | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         |   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui                            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |   |   |

Listing postes

Néant



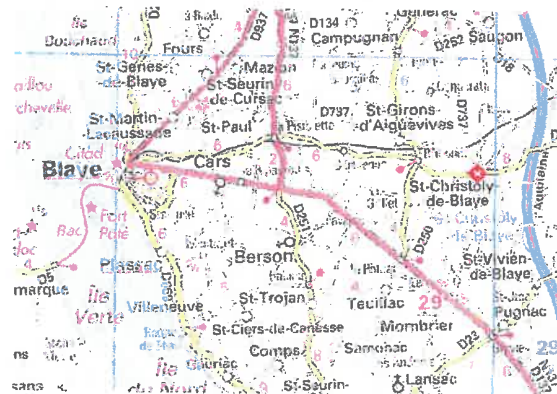
NOM DU PARCOURS : ETANG DU MOULIN BLANC

**Description**

|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Lac sud du Moulin Blanc</b>                   |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Saint Christoly de Blaye</b>                  |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>8 ha</b>                                      |
| Gestionnaire                                   | <b>Fédération des A.A.P.P.M.A. de la Gironde</b> |

**Parcours**

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                        |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                         |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                    | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                 | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         |   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui                            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |   |   |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Listing postes**

|         |                      |
|---------|----------------------|
| Poste 1 | 45.145996, -0.475878 |
| Poste 2 | 45.146729, -0.478423 |
| Poste 3 | 45.146295, -0.478546 |
| Poste 4 | 45.146012, -0.4786   |
| Poste 5 | 45.145213, -0.478679 |
| Poste 6 | 45.144823, -0.478499 |

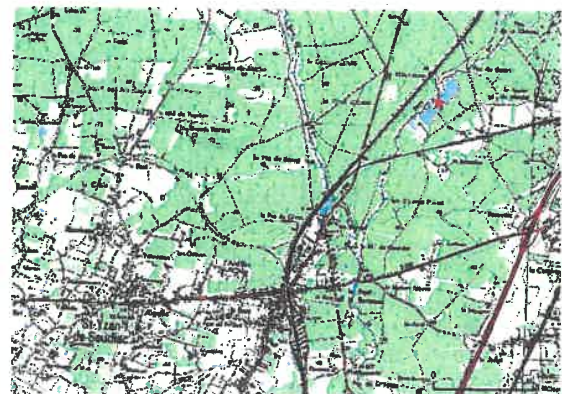




NOM DU PARCOURS : ETANG DU PETIT BROUSTIER

Description

|  |                                 |
|--|---------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang du Petit Broustier</b> |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                 |
| Commune  | <b>Laruscade</b>                |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>4 ha</b>                     |
| Gestionnaire                                   | <b>FDAAPPMA 33</b>              |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Parcours

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :  |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :   |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite  | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                                       | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         | /   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui  | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |   |   |

Listing postes



NOM DU PARCOURS : ETANG DES TONNES

**Description**

|  |   |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>ETANG DES TONNES</b>                   |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |   |
| Statut juridique                               | Eau libre                                 |
| Commune  | Ambès                                     |
| Superficie Plan d'eau                          | 7.2 ha                                    |
| Gestionnaire                                   | Fédération des A.A.P.P.M.A. de la Gironde |



Carte n°1



Carte n°2

**Parcours**

|              |  |   |
|--------------|--|---|
| Limites      | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité du plan d'eau |   |
|              | <input type="checkbox"/> Amont :                           |   |
|              | <input type="checkbox"/> Aval :                            |   |
| Signalétique | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                    | <input type="checkbox"/> Non            |
| Postes fixes | <input type="checkbox"/> Oui                               | <input checked="" type="checkbox"/> Non |

**Listing postes**

Néant

**Période de fermeture**

La pêche de nuit sera fermée pendant la période de chasse du gibier d'eau pour ne pas perturber les activités cynégétiques (tonnes à canards)\_

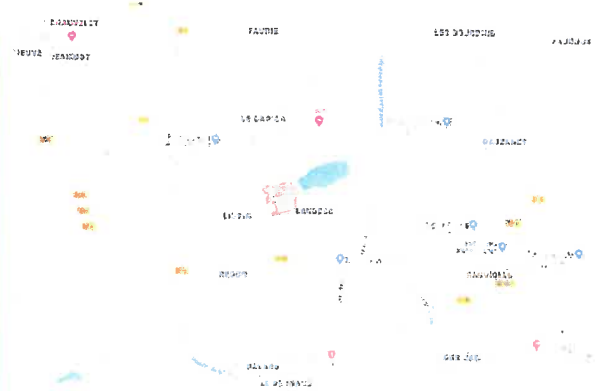




NOM DU PARCOURS : ETANG DE LAUBESC

Description

|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>ETANG DE LAUBESC</b>                        |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>CESSAC</b>                                  |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>3.3 ha</b>                                  |
| Gestionnaire                                   | <b>Fédération des A.A.P.M.A. de la Gironde</b> |



Carte n°1



Carte n°2

Parcours

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                        |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                         |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                    | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                 | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         |   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui                            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |   |   |

Listing postes

Néant



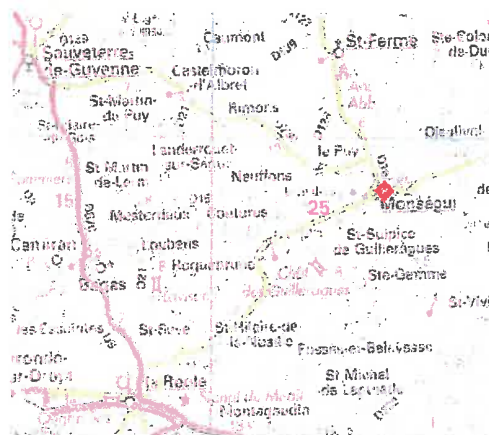
NOM DU PARCOURS : PARCOURS DU DROPT

Description

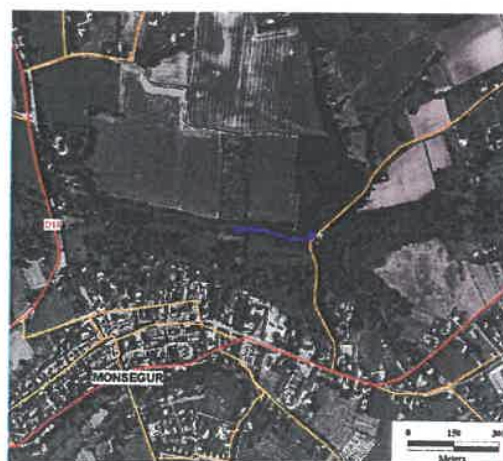
|   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Plan d'eau             |  |
| <input checked="" type="checkbox"/> Cours d'eau | <b>Le Dropt</b>                            |
| Commune   | <b>Monségur</b>                            |
| Superficie Plan d'eau                           |  |
| Gestionnaire                                    | <b>A.A.P.P.M.A. « Gardon monségurais »</b> |

Parcours

|                  |  |   |
|------------------|--|---|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :.....  |   |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Amont : Fossé d'écoulement parallèle à la route matérialisée par une borne en ciment |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite   | <input checked="" type="checkbox"/> Rive gauche |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Oui  | <input type="checkbox"/> Non                    |
| Longueur         | 235 m  |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui   | <input checked="" type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes |  |   |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Listing postes



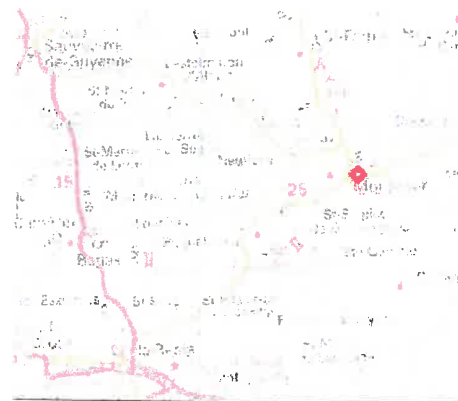
NOM DU PARCOURS : LA BUCHE

**Description**

|   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Plan d'eau             |  |
| <input checked="" type="checkbox"/> Cours d'eau | <b>Le Dropt</b>                                |
| Commune   | <b>Monségur</b>                                |
| Superficie Plan d'eau                           |  |
| Gestionnaire                                    | <b>Fédération des A.A.P.M.A. de la Gironde</b> |

**Parcours**

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : .....  |   |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Amont : Propriété Fédérale de la Bûche matérialisée par une borne en ciment         |   |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Aval : Fossé d'écoulement parallèle à la route matérialisée par une borne en ciment |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite  | <input checked="" type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui   | <input type="checkbox"/> Non                    |
| Longueur         | <b>300 m</b>  |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui  | <input checked="" type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes |   |   |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Listing postes**





## NOM DU PARCOURS : LES 5 CHEMINS

### Description

|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | Lac des 5 chemins                      |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | Abzac                                  |
| Superficie Plan d'eau                          | 26 ha                                  |
| Gestionnaire                                   | A.A.P.P.M.A. « Les Pêcheurs Abzacais » |

### Parcours

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                    |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                               | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | 4  |                                      |



Carte n°1



Carte n°2

### Listing postes

|         |                    |
|---------|--------------------|
| Poste 1 | 45.00756, -0.15833 |
| Poste 2 | 45.00631, -0.16177 |
| Poste 3 | 45.00772, -0.16448 |
| Poste 4 | 45.01039, -0.16395 |



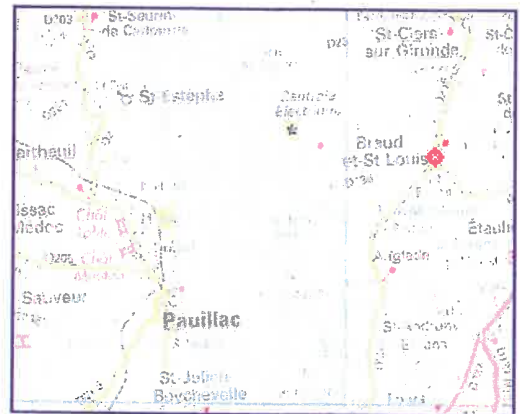
**NOM DU PARCOURS : MONTALIPAN**

**Description**

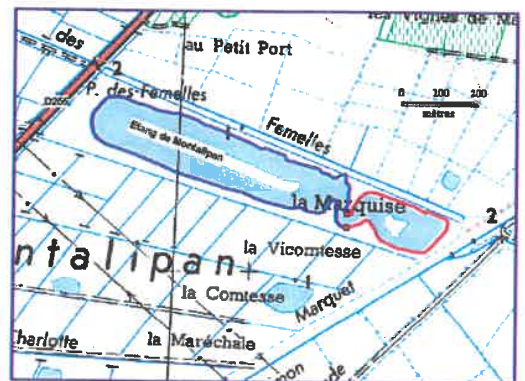
|  |                             |
|--|-----------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>MONTALIPAN</b>           |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                             |
| Commune  | <b>Braud et Saint Louis</b> |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>19.5 ha</b>              |
| Gestionnaire                                   |                             |

**Parcours**

|                  |  |   |
|------------------|--|---|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :..... |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :   |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :  |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite   | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                                      | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         |  |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui   | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |  |   |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Listing postes**



NOM DU PARCOURS : COUTANT LA ROUBINE

Description

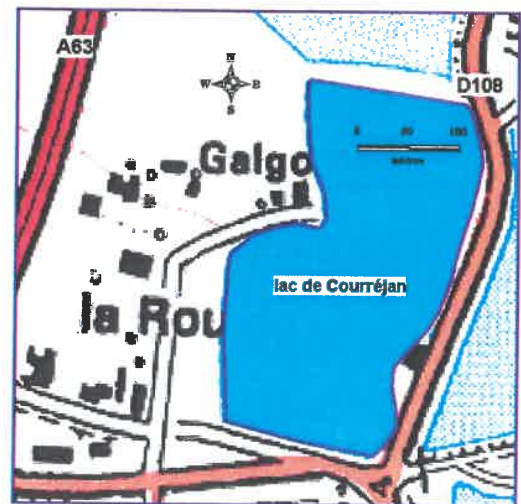
|  |                           |
|--|---------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>COUTANT LA ROUBINE</b> |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                           |
| Commune  | <b>Villenave d'Ornon</b>  |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>12 ha</b>              |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA « AIEG »</b>    |

Parcours

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :  |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite   | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                                      | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui   | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes |  |                                      |



Carte n°1



Carte n°2

Listing postes





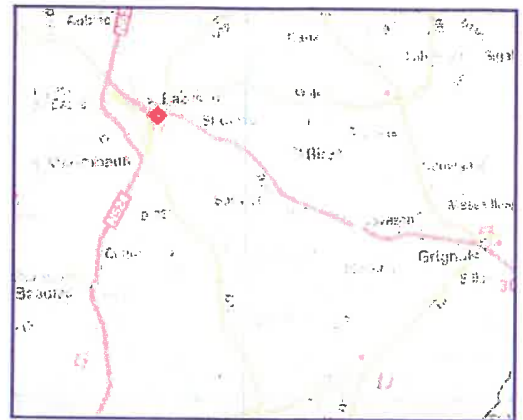
**NOM DU PARCOURS : LA PRADE**

**Description**

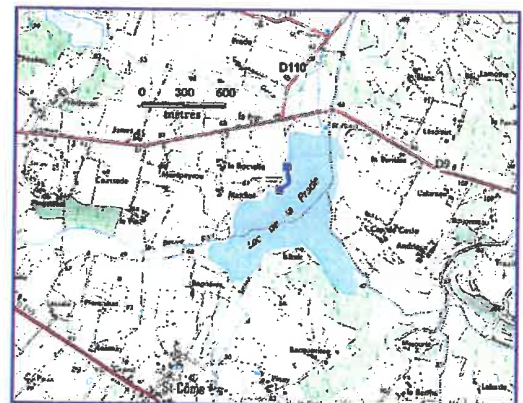
|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>LA PRADE</b>                          |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>BAZAS</b>                             |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>60 ha</b>                             |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA « Brouquitey du Bazadais »</b> |

**Parcours**

|              |  |   |
|--------------|--|---|
| Limites      | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : .....                                       |   |
|              | <input checked="" type="checkbox"/> Amont : Lieu-dit « La Rochelle » matérialisé par une borne en ciment |   |
|              | <input checked="" type="checkbox"/> Aval : Lieu-dit « Matchot » matérialisé par une borne en ciment      |   |
| Situation    | <input type="checkbox"/> Rive droite   | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique | <input checked="" type="checkbox"/> Oui  | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur     | <b>200 m</b>   |   |
| Postes fixes | <input type="checkbox"/> Oui   | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de    |  |   |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Listing postes**



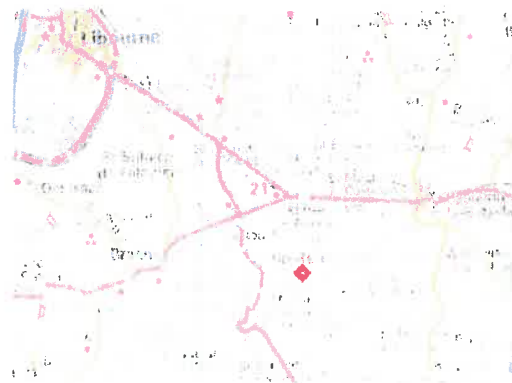
NOM DU PARCOURS : BRONDEAU

**Description**

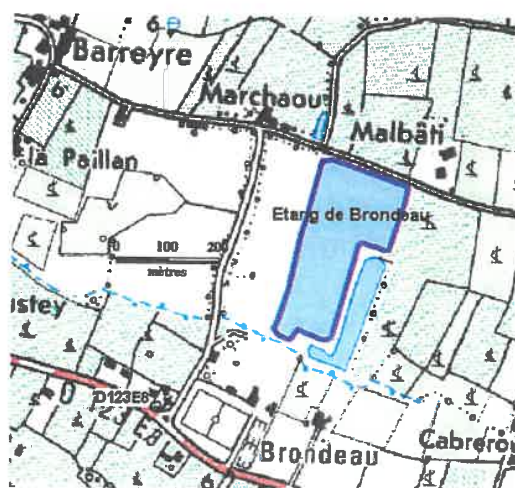
|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang de Brondeau</b>                       |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Sainte-Terre</b>                            |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>5,85 ha</b>                                 |
| Gestionnaire                                   | <b>A.A.P.P.M.A « Les Pescofis de Fronsac »</b> |

**Parcours**

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                        |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                         |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                    | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                 | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         |   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui                            | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |   |   |



Carte n°1



Carte n°2

**Listing postes**

Néant





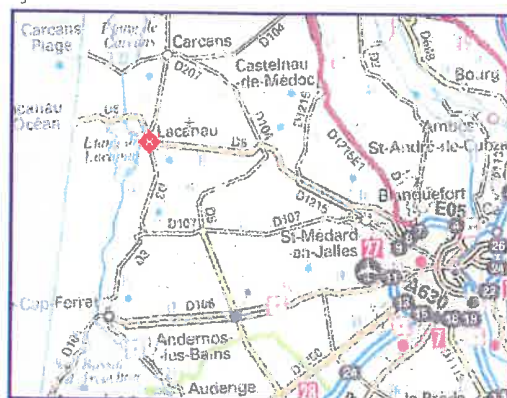
**NOM DU PARCOURS : LACANAU**

**Description**

|  |                                    |
|--|------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>LACANAU</b>                     |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                    |
| Commune  | <b>Lacanau</b>                     |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>2000 ha</b>                     |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA « Gaule Canaulaise »</b> |

**Parcours**

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                    |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                               | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | <b>10</b>  |                                      |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Listing postes**

|          | X      | Y       |
|----------|--------|---------|
| Poste 1  | 374002 | 6439540 |
| Poste 2  | 334733 | 6437185 |
| Poste 3  | 374952 | 6436417 |
| Poste 4  | 374189 | 6435822 |
| Poste 5  | 374115 | 6435385 |
| Poste 6  | 376999 | 6436743 |
| Poste 7  | 376774 | 6437072 |
| Poste 8  | 377076 | 6439029 |
| Poste 9  | 373782 | 6441647 |
| Poste 10 | 374363 | 6440680 |



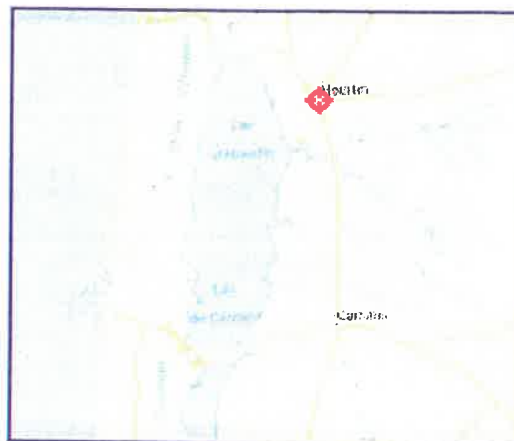
NOM DU PARCOURS : HOURTIN - PIQUEYROT

Description

|  |                          |
|--|--------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>HOURTIN</b>           |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                          |
| Commune  | <b>HOURTIN</b>           |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>5800 ha</b>           |
| Gestionnaire                                   | <b>Sandre Hourtinais</b> |

Parcours

|                  |   |                                      |
|------------------|---|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                  |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                   |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                              | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                           | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |   |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                           | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | <b>3</b>  |                                      |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

Listing postes

|         |                   |                 |
|---------|-------------------|-----------------|
| Poste 1 | N<br>45°12'20,08" | W 001°07'33,10" |
| Poste 2 | N<br>45°12'17,87" | W 001°07'31,27" |
| Poste 3 | N<br>45°12'15,91" | W 001°07'30,59" |



NOM DU PARCOURS : ETANG DU BROUQUEYRAN

Description

|  |   |
|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang de Brouqueyran</b>             |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |   |
| Commune  | <b>Brouqueyran</b>                      |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>13.5 ha</b>                          |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA « Hameçon du Langonnais »</b> |



Carte n°1



Carte n°2

Parcours

|                  |  |   |
|------------------|--|---|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : .....   |   |
|                  | <b>Rive sud : 300m après la passerelle située en bout de barrage.<br/>Rive Nord : 200 mètres après le parking.</b> |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite   | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui  | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         | <b>750 m</b>   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui   | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |  |   |

Listing postes

Néant



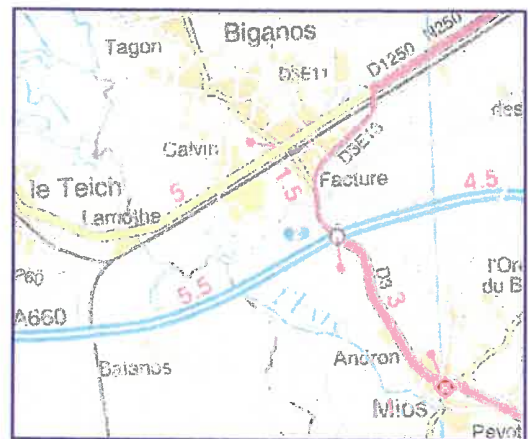
**NOM DU PARCOURS : SURGENNE**

**Description**

|  |                                |
|--|--------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>SURGENNE</b>                |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                |
| Commune  | <b>MIOS</b>                    |
| Superficie Plan d'eau                          |                                |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA «Brochet Boien »</b> |

**Parcours**

|                  |   |                                      |
|------------------|---|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                  |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                   |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                              | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                           | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |   |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                           | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | <b>6</b>  |                                      |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Listing postes**

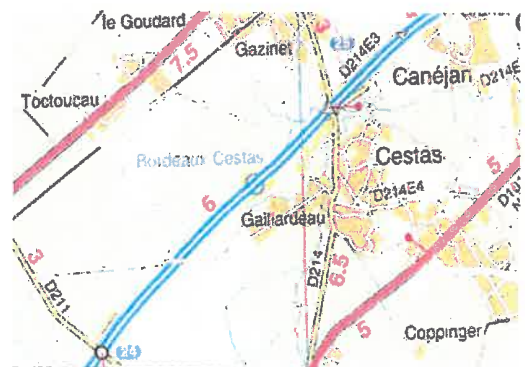
|         |                |                 |
|---------|----------------|-----------------|
| Poste 1 | N 44°36'22,66" | W 000°50'49,63" |
| Poste 2 | N 44°36'21,58" | W 000°50'49,25" |
| Poste 3 | N 44°36'20,65" | W 000°50'48,57" |
| Poste 4 | N 44°36'19,76" | W 000°50'47,99" |
| Poste 5 | N 44°36'18,88" | W 000°50'47,01" |
| Poste 6 | N 44°36'17,84" | W 000°50'46,03" |



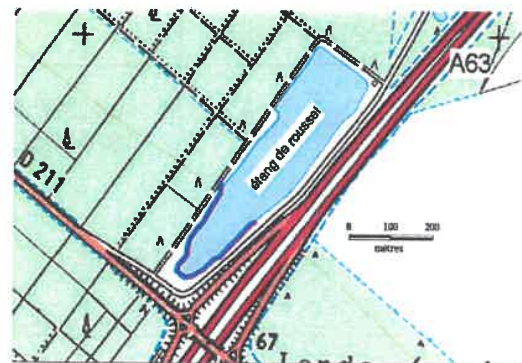
NOM DU PARCOURS : ETANG DE ROUSSET

**Description**

|  |                               |
|--|-------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang de Rousset</b>       |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                               |
| Commune  | <b>Cestas</b>                 |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>7 ha</b>                   |
| Gestionnaire                                   | <b>A.A.P.P.M.A. de Cestas</b> |



**Carte n°1**



**Carte n°2**

**Parcours**

|                  |   |   |
|------------------|---|---|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : .....                                      |   |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Amont : Sud-ouest du plan d'eau matérialisé par une borne en ciment |   |
|                  | <input checked="" type="checkbox"/> Aval : Nord-ouest du plan d'eau matérialisé par une borne en ciment |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite  | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
| Signalétique     | <input type="checkbox"/> Oui  | <input type="checkbox"/> Non            |
| Longueur         |   |   |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui  | <input checked="" type="checkbox"/> Non |
| Nombre de postes |   |   |

**Listing postes**



NOM DU PARCOURS : BEAUCHAMP

**Description**

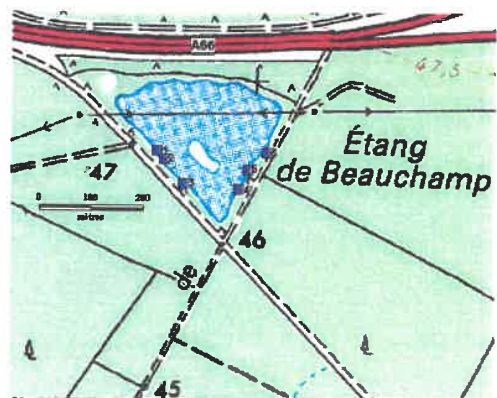
|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Beauchamp</b>                         |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Mios</b>                              |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>4 ha</b>                              |
| Gestionnaire                                   | <b>A.A.P.P.M.A. « Le Brochet Boïen »</b> |

**Parcours**

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                    |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                               | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes | <b>6</b>   |                                      |



Carte n°1



Carte n°2

**Listing postes**

|         |                |                 |
|---------|----------------|-----------------|
| Poste 1 | N 44°37'16,54" | W 000°52'02,48" |
| Poste 2 | N 44°37'16,04" | W 000°52'01,76" |
| Poste 3 | N 44°37'14,55" | W 000°51'59,93" |
| Poste 4 | N 44°37'14,33" | W 000°51'55,17" |
| Poste 5 | N 44°37'15,59" | W 000°51'54,42" |
| Poste 6 | N 44°37'16,71" | W 000°51'52,81" |





NOM DU PARCOURS : DELCAMPO

Description

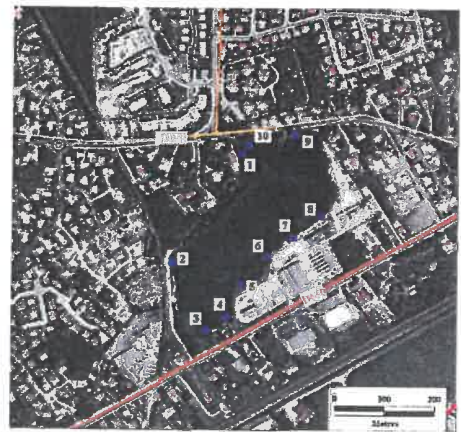
|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Delcampo</b>                          |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>Biganos</b>                           |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>7 ha</b>                              |
| Gestionnaire                                   | <b>A.A.P.P.M.A. « Le Brochet Boïen »</b> |

Parcours

|                  |  |   |
|------------------|--|---|
| Limites          | <input type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot : ..... |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :                                   |   |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :                                    |   |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite                               | <input type="checkbox"/> Rive gauche    |
|                  | Signalétique   | <input checked="" type="checkbox"/> Oui |
| Longueur         |  |   |
| Postes fixes     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                            | <input type="checkbox"/> Non            |
| Nombre de postes | 10   |   |



Carte n°1



Carte n°2

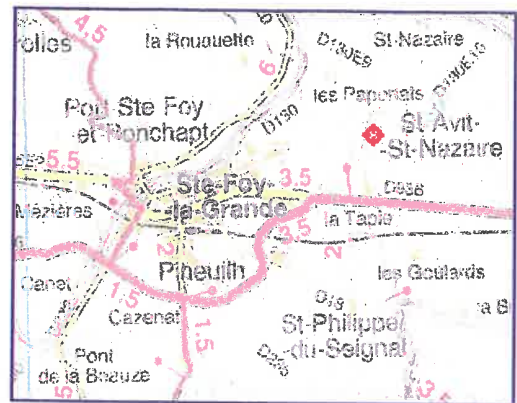
Listing postes

|          |                |                 |
|----------|----------------|-----------------|
| Poste 1  | N 44°38'46,16" | W 000°57'27,13" |
| Poste 2  | N 44°38'38,33" | W 000°57'33,03" |
| Poste 3  | N 44°38'33,89" | W 000°57'29,55" |
| Poste 4  | N 44°38'34,82" | W 000°57'27,78" |
| Poste 5  | N 44°38'37,03" | W 000°57'26,78" |
| Poste 6  | N 44°38'38,96" | W 000°57'24,33" |
| Poste 7  | N 44°38'40,32" | W 000°57'21,95" |
| Poste 8  | N 44°38'41,77" | W 000°57'19,57" |
| Poste 9  | N 44°38'45,81" | W 000°57'24,22" |
| Poste 10 | N 44°38'47,70" | W 000°57'19,52" |

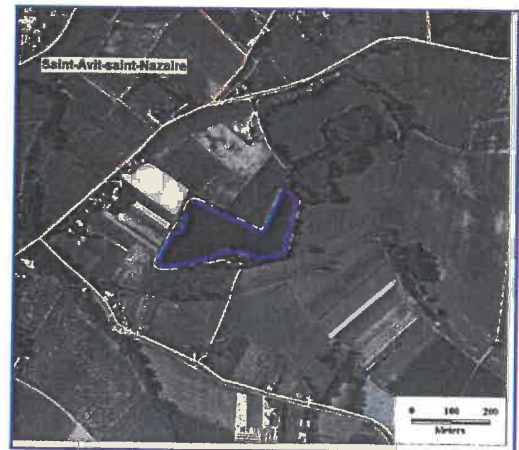
NOM DU PARCOURS : LA CHATAIGNIERE

Description

|  |                                    |
|--|------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>LA CHATAIGNIERE</b>             |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                    |
| Commune  | <b>Saint Avit Saint Nazaire</b>    |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>5 ha</b>                        |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA « La Gaule Foyenne »</b> |



**Carte n°1**

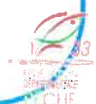


**Carte n°2**

Parcours

|                  |  |                                      |
|------------------|--|--------------------------------------|
| Limites          | <input checked="" type="checkbox"/> Totalité plan d'eau<br>Numéro lot :..... |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Amont :   |                                      |
|                  | <input type="checkbox"/> Aval :  |                                      |
| Situation        | <input type="checkbox"/> Rive droite   | <input type="checkbox"/> Rive gauche |
| Signalétique     | <input checked="" type="checkbox"/> Oui                                      | <input type="checkbox"/> Non         |
| Longueur         |  |                                      |
| Postes fixes     | <input type="checkbox"/> Oui   | <input type="checkbox"/> Non         |
| Nombre de postes |  |                                      |

Listing postes





# DDTM DE LA GIRONDE

33-2021-02-18-002

Arrêté du 18 février 2021 portant suspension de la pêche et  
du ramassage de tous les coquillages dont les huîtres en  
provenance de toutes les zones de production du bassin

**d'Arcachon y compris le banc d'Arguin**  
*Arrêté du 18 février 2021 portant suspension de la pêche et du ramassage de tous les coquillages  
dont les huîtres en provenance de toutes les zones de production du bassin d'Arcachon y compris  
le banc d'Arguin*



**Arrêté n°**

**portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l'expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine de tous les coquillages issus du bassin d'Arcachon y compris le banc d'Arguin et prescrivant des mesures de gestion complémentaires liées à une contamination de ces coquillages par des norovirus**

- VU** le règlement (CE) n°178/2002 du Parlement Européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires et notamment ses articles 14 et 19 ;
- VU** le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires
- VU** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- VU** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux);
- VU** le règlement d'exécution (UE) 2019/627 de la Commission du 15 mars 2019 établissant des modalités uniformes pour la réalisation des contrôles officiels en ce qui concerne les produits d'origine animale destinés à la consommation humaine conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil et modifiant le règlement (CE) n°2074/2005 de la Commission en ce qui concerne les contrôles officiels ;
- VU** le code de la santé publique et notamment son article L. 1311-4 ;
- VU** le code rural et de la pêche maritime, et notamment les articles R. 231-39 et R. 237-4 ;
- VU** le décret n° 84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer ;
- VU** le décret n° 90-618 du 11 juillet 1990 modifié relatif à l'exercice de la pêche maritime de loisir ;
- VU** le décret n° 2001-426 du 11 mai 2001 réglementant l'exercice de la pêche maritime à pied à titre professionnel ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion sanitaire des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ,

- VU** l'arrêté ministériel du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié n°294 du 30 mai 2008 portant classement de salubrité des zones de production de coquillages dans le département de la Gironde ;
- VU** l'avis du CRC Aquitaine-Arcachon, du CRPMEM de la Gironde et de la DDPP de la Gironde,
- CONSIDÉRANT** les cas humains groupés de toxi-infection alimentaire (TIAC) survenus après la consommation coquillages : 9 TIAC confirmés entre le mardi 16 février et aujourd'hui et plusieurs autres signalements encore à expertiser ;
- CONSIDÉRANT** que les enquêtes de traçabilité menées auprès des malades et des producteurs permettent de déterminer que la date la plus ancienne de sortie de l'eau des coquillages incriminés est le lundi 8 février, que les provenances sont multiples (à ce stade, banc d'Arguin, la Réousse, Mapouchet, Grand banc) ;
- CONSIDÉRANT** le danger immédiat encouru par les consommateurs en cas d'ingestion de coquillages contaminés ;
- SUR PROPOSITION** du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde ;

## ARRÊTE

### **Article premier : Fermeture de la zone**

Sont interdites les activités professionnelles suivantes : la récolte, le ramassage, le transfert de coquillages de taille marchande, l'expédition et la commercialisation **de toutes les espèces de coquillages en provenance des zones 33-01 à 33-12, soit toutes les zones du bassin d'Arcachon y compris le banc d'Arguin..**

La pêche à pied de loisir est également interdite. Le public en est informé sur les lieux de pêche.

### **Article 2 : Mesures de retrait / rappel**

Les coquillages, quelle que soit leur espèce, qui ont été récoltés et/ou pêchés dans les zones 33-01 à 33-12, soit toutes les zones du bassin d'Arcachon y compris le banc d'Arguin, depuis le 8 février 2021, sont considérés comme dangereux au sens de l'article 14 du règlement (CE) n°178/2002.

En application de l'article 19 du règlement (CE) n°178/2002, il incombe à tout opérateur qui a commercialisé ces coquillages d'engager immédiatement sous sa responsabilité leur retrait du marché, voire leur rappel, et d'en informer la Direction départementale en charge de la protection des populations de la Gironde.

Les produits retirés ou rappelés sont détruits selon les modalités déterminées dans le règlement (CE) n°1069/2009.

Le public est informé de la date à partir de laquelle les coquillages sont réputés dangereux par affichage sur les lieux de pêche à pied concernés.

### **Article 3 : Utilisation de l'eau de mer**

I - Il est interdit d'utiliser l'eau de mer provenant des zones 33-01 à 33-12, soit toutes les zones du bassin d'Arcachon y compris le banc d'Arguin, pour l'immersion de coquillages.

Cette interdiction vaut également pour l'eau de mer pompée dans cette zone depuis le 8 février 2021 et stockée dans des bassins ou réserves des établissements. Les coquillages immergés dans cette eau sont considérés comme contaminés et ne peuvent pas être commercialisés en vue de la consommation humaine. Ils peuvent cependant être ré-immersés dans la zone fermée en attente de sa réouverture.

II - Les opérations de lavage de coquillages, sans immersion, sont toutefois possibles.

### **Article 4 : Entrée en vigueur**

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication.

### **Article 5 : Voies et délais de recours**

Le présent acte peut être contesté par toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

- par recours gracieux auprès de préfet ou par recours adressé au ministre concerné. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet.
- par recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux, conformément aux articles R421-1 et suivants du code de justice administrative, dans son délai de deux mois.

Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6 : Publication et exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde, la sous-préfète de l'arrondissement d'Arcachon, les maires des communes concernées, le directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, le directeur de l'agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine, le directeur départemental de la protection des populations de la Gironde et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **18 FEV. 2021**

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

  
Christophe NOEL du PAYRAT

# DDTM DE LA GIRONDE

33-2021-02-16-001

## Arrêté inter préfectoral du 16 février 2021 portant règlement de police applicable à la ZMEL le long du littoral de la commune d'Arès

*Arrêté inter préfectoral du 16 février 2021 portant règlement de police applicable à la ZMEL le  
long du littoral de la commune d'Arès*

**PRÉFECTURE MARITIME DE L'ATLANTIQUE**

**PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT  
de la GIRONDE**

**ARRÊTÉ INTER PRÉFECTORAL DU 16 FÉVRIER 2021  
PORTANT RÈGLEMENT DE POLICE APPLICABLE À LA ZONE DE MOUILLAGES ET  
D'ÉQUIPEMENTS LÉGERS DITE ZMEL LE LONG DU LITTORAL DE LA COMMUNE D'ARÈS**

**Le Vice-Amiral d'Escadre  
Préfet Maritime de l'Atlantique**

**La Préfète de la Région Aquitaine  
Préfète de la Gironde**

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L321-1 et suivants et L216-6 et suivants,  
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment les articles L2124-5 et R2124-39 à R2124-56,  
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-1 et L2213-23,  
Vu le code pénal, notamment son article R610-5,  
Vu le code des transports, notamment les articles L5412-1 à L5412-8,  
Vu le code du tourisme, notamment les articles D341-2, R341-1 et R341-5,

Vu le décret n°85-632 du 21 juin 1985 fixant le régime des épaves maritimes,  
Vu le décret n°2004-112 du 6 février 2004, modifié, relatif à l'organisation de l'action de l'État en mer,  
Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,  
Vu le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009, modifié, relatif aux directions départementales interministérielles,

Vu le décret du 22 juillet 2020 portant affectation et élévation au rang et appellation de vice-amiral d'escadre, notamment du préfet maritime de l'Atlantique, M Olivier LEBAS, à compter du 31 août 2020,  
Vu le décret du 27 mars 2019 portant nomination de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde, Mme Fabienne BUCCIO,  
Vu l'arrêté du Premier ministre du 19 décembre 2018 nommant M. Renaud LAHEURTE, directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde, à compter du 9 janvier 2019,  
Vu l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'intérieur en date du 5 octobre 2020 nommant Mme Hélène Chancel-Lesueur, directrice départementale adjointe, déléguée à la mer et au littoral de la Gironde,

Vu l'arrêté n°2010/007 du préfet maritime de l'Atlantique du 18 février 2010 réglementant le mouillage d'engins dans la mer territoriale française et les eaux intérieures relevant de la compétence du préfet maritime de l'Atlantique,  
Vu l'arrêté n°2018/090 du 28 juin 2018 modifié du préfet maritime de l'Atlantique réglementant la pratique des activités nautiques le long du littoral de l'Atlantique,  
Vu l'arrêté n°2020/040 du 10 juillet 2020 du préfet maritime de l'Atlantique réglementant la navigation, la pratique des activités nautiques, le mouillage et la plongée dans le bassin d'Arcachon et son ouvert (Gironde),

Vu l'arrêté préfectoral du 03 février 2021 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

Vu l'arrêté du 04 février 2021 pris au nom de la préfète portant subdélégation de signature du directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde,

Vu l'arrêté n°2020/101 du 02 novembre 2020 du préfet maritime de l'Atlantique portant délégation de signature à madame Hélène Chancel-Lesueur, directrice départementale adjointe des territoires et de la mer, déléguée à la mer et au littoral de la Gironde,

Considérant la demande présentée le 10 décembre par M Clément, directeur du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, sollicitant l'attribution d'une autorisation d'occupation du DPM pour gérer la zone de mouillages et d'équipements légers d'Arès sur le domaine public maritime de l'État,

Considérant l'avis de la Commission Nautique Locale du 10 décembre 2020 et l'avis de la Commission Nautique Locale du 21 janvier 2021,

Vu l'arrêté interpréfectoral du 27 janvier 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public maritime pour l'organisation en mer de zones de mouillages et d'équipements légers de la commune d'Arès,

Considérant les éléments du dossier et l'avis émis par l'autorité administrative concernée,

## **ARRETENT**

### **CHAPITRE I - REGLES APPLICABLES A TOUS LES USAGERS DANS LE PERIMETRE DE L'AOT**

#### **ARTICLE 1er : Dispositions générales du règlement de police de la zone de mouillages**

Le présent règlement de police est établi conjointement par le Préfet de la Gironde et le Préfet maritime au vu de l'article 17 de l'arrêté interpréfectoral du 27 janvier 2021 portant autorisation d'occupation temporaire d'une dépendance du domaine public maritime pour l'organisation en mer de zones de mouillages et d'équipements légers de la commune d'Arès au bénéfice du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon.

Le présent règlement s'applique sans préjudice des dispositions générales de la réglementation de la navigation maritime, notamment celles prévues par le règlement international pour prévenir les abordages en mer.

Il s'applique dans le périmètre de l'AOT qui délimite la ZMEL d'Arès représentée au plan annexé à l'arrêté interpréfectoral du 27 janvier 2021, lorsque celui-ci est balisé conformément à l'article 4 du présent arrêté. Sont considérés comme usagers les personnes bénéficiant d'une autorisation de mouillage ainsi que tout navigant au sein du périmètre de l'AOT.

L'ancrage dans le périmètre de l'AOT en dehors des zones destinées au mouillage et de leurs zones de sécurité suit la réglementation générale en vigueur sur le plan d'eau.

Les dispositions du présent arrêté ne s'appliquent pas lors des interventions des autorités publiques dans le cadre de leurs missions de service public.

#### **ARTICLE 2 : Vocation de la zone de mouillages et d'équipements légers**

L'accès aux zones de mouillage, prévues dans l'AOT, n'est autorisé qu'aux navires de plaisance en état de naviguer ainsi qu'à ceux courant un danger ou en état d'avarie. L'accès de la zone aux navires courant un danger ou en état d'avarie n'est admis que pour un séjour limité, justifié par les circonstances, s'ils ne disposent pas d'une autorisation de mouillage.

Seule la pêche aux filets fixes et tournants est autorisée dans les zones de mouillage.

La mise à l'eau et le tirage à terre des navires de plaisance dans les limites du périmètre de l'AOT ne sont autorisés qu'au droit des cales ou rampes réservées à cet effet lorsqu'elles existent. L'utilisation de tout autre mode de mise à l'eau ou de tirage à terre est soumise à l'accord préalable du titulaire de l'autorisation du périmètre de l'AOT.



### **ARTICLE 3 : Accès à la zone de mouillages et d'équipements légers**

Le personnel municipal chargé de la gestion du périmètre de l'AOT règle l'ordre d'entrée et de sortie des navires. Il peut, momentanément, pour des raisons de sécurité de navigation, de pollution et en cas de danger grave et imminent, en accord avec les autorités maritimes, interdire ou restreindre l'accès à une partie du périmètre de l'AOT. Les équipages des navires doivent se conformer à ses ordres. Ils prennent d'eux-mêmes, dans les manœuvres qu'ils effectuent, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents ou avaries.

### **ARTICLE 4 : Navigation au sein de la ZMEL et dispositions particulières relatives au balisage**

La vitesse maximale des navires à l'intérieur du périmètre de l'AOT est fixée à **5 nœuds**. Elle est strictement limitée à **3 nœuds dans les zones de mouillage**.

A l'intérieur des zones destinées au mouillage, sauf cas de force majeure, les navires à moteur ne pourront naviguer que perpendiculairement à la côte et ce uniquement pour entrer et sortir, changer de mouillage ou pour se rendre à un poste de réparation. Les navires devront utiliser le mode de propulsion offrant le maximum de manœuvrabilité et de sécurité.

La navigation longeant la côte en dehors des zones destinées au mouillage est autorisée à une vitesse maximale de 5 nœuds dans le périmètre de l'AOT.

Les périmètres de l'AOT seront balisés. Le balisage sera réalisé par un bornage aux angles des polygones définissant ces périmètres au moyen de bouées sphériques de couleur jaune, de diamètre 80 cm ou 60 cm. Si elles délimitent un chenal de desserte locale, elles seront cylindriques ou biconiques.

Des bouées intermédiaires seront installées tous les 100 m environ. Le long des chenaux de navigation perpendiculaires à la côte, les bouées seront espacées de 50 m environ.

Il est interdit de s'amarrer aux bouées délimitant la zone des mouillages autorisés.

### **ARTICLE 5 : Zones de sécurité périphériques**

Sauf cas de force majeure, il est interdit de mouiller dans les zones de sécurité périphériques aux zones de mouillage.

### **ARTICLE 6 : Amarrage des navires**

Les navires ne peuvent être amarrés qu'aux bouées ou autres ouvrages d'amarrage disposés à cet effet à l'intérieur du périmètre de l'AOT. Les bouées et les ouvrages d'amarrages restent sous la responsabilité du titulaire de l'autorisation. Il est interdit à tout navire de s'amarrer à une bouée ou à un ouvrage d'amarrage pour lesquels il n'a pas obtenu préalablement l'accord du titulaire de l'autorisation.

L'amarrage à couple est interdit dans le périmètre de l'AOT.

### **ARTICLE 7 : Utilisation des mouillages et des ouvrages**

D'une manière générale, le propriétaire doit veiller à ce que son navire, à toute époque et en toutes circonstances, ne cause ni dommages aux ouvrages du périmètre de l'AOT ou aux autres navires, ni gêne dans l'exploitation de cette zone.

#### **a) Utilisation des mouillages**

Les agents chargés de la police du périmètre de l'AOT doivent pouvoir à tout moment requérir le propriétaire du navire ou, le cas échéant, l'équipage.

A défaut en cas d'infraction ou de problème de sécurité ou de salubrité, ils peuvent d'initiative et sans délais effectuer les manœuvres jugées nécessaires au bon fonctionnement, à la sécurisation ou la préservation du périmètre de l'AOT.

Le propriétaire ou l'équipage du navire ne peut refuser de prendre ou de larguer une aussière ou une amarre quelconque pour faciliter les mouvements des autres navires.

Des corps morts de sécurité sont créés à l'initiative du titulaire de l'autorisation pour aider au bon fonctionnement de la zone ; ils seront matérialisés par la mention « sécurité Arès ». Il est interdit d'utiliser ces corps-morts sans l'accord préalable du titulaire de l'autorisation.

Les agents chargés de la police du périmètre de l'AOT sont qualifiés pour faire effectuer en tant que de besoin, les manœuvres jugées nécessaires, aux frais exclusifs du propriétaire et sans que la responsabilité de ce dernier soit en rien dérogée.

Sauf nécessité, tout déplacement ou manœuvre effectué à la requête du titulaire de l'autorisation fera l'objet d'un préavis minimal de 24 heures, notifié au propriétaire et/ou apposé sur le navire.

Tout changement de navire appartenant à la même catégorie ou non doit être signalé dans les plus brefs délais aux agents chargés de la gestion de la zone.

En cas de nécessité, toutes les précautions prescrites par les agents chargés de la police du périmètre de l'AOT doivent être prises, et notamment les amarres doublées.

#### **b) Utilisation des ouvrages**

Il est interdit à quiconque de modifier les installations et équipements du périmètre de l'AOT.

Les usagers sont tenus de signaler sans délai, aux agents chargés de la gestion du périmètre de l'AOT toute dégradation qu'ils constatent aux installations et équipements mis à leur disposition, qu'elle soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu'ils leur occasionnent, les cas de force majeure exceptés.

Les dégradations sont réparées aux frais des personnes qui les ont occasionnées, sans préjudice des suites données à l'infraction relevée à leur rencontre.

### **ARTICLE 8 : Lutte contre l'incendie**

Sauf autorisation accordée par le titulaire de l'autorisation, il est défendu d'allumer du feu sur les ouvrages et d'y avoir de la lumière à feu nu.

Les appareils de chauffage, d'éclairage et les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

L'utilisation des appareils et installations qui s'avèreraient, à l'usage, défectueux pourra être interdite par les agents habilités à cet effet. Pour éviter tout danger d'explosion, il est interdit d'avoir une flamme nue à proximité de produits inflammables dans un local insuffisamment ventilé.

Il est interdit de fumer lors des opérations d'avitaillement en carburant du navire. Elles doivent s'effectuer moteur arrêté et circuits électriques coupés.

En cas d'incendie à bord d'un navire ou tout autre sinistre, le propriétaire ou l'équipage doit immédiatement avvertir le titulaire de l'autorisation du périmètre de l'AOT et les services d'assistance et de secours ( n° d'appel d'urgence : 112 ou 18 ).

Ces services peuvent requérir l'aide de l'équipage des autres navires.

### **ARTICLE 9 : Matières dangereuses ou explosives**

Les navires amarrés ne doivent détenir à leur bord aucune matière dangereuse ou explosive autre que les artifices ou engins réglementaires et les carburants ou combustibles nécessaires à leur usage.

Les installations et appareils propres à ces carburants ou combustibles doivent être conformes à la réglementation en vigueur pour les bâtiments de la catégorie.

L'avitaillement en hydrocarbure est toléré avec des jerricans d'un volume inférieur ou égal à 20 litres. Les opérations d'avitaillement sont effectuées en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter tout risque de déversement dans l'eau, de salissure, d'incendie ou d'explosion.

### **ARTICLE 10 : Travaux et nuisances : interdiction du carénage dans la zone**

Il est interdit d'effectuer sur les navires au mouillage, des travaux susceptibles de provoquer des pollutions ou des nuisances dans le voisinage et dans l'environnement naturel.

Dans l'enceinte du périmètre de l'AOT, les navires ne peuvent être mis en peinture avec des produits toxiques tels que les peintures « anti-fouling ».

Il est interdit d'effectuer toute opération de carénage, incluant le grattage et le décapage de la coque, et toute opération de vidange de navire sur place. Ces opérations doivent être effectuées hors de la ZMEL, sur une aire de carénage portuaire adaptée.

Il est également interdit de laisser traîner sur l'eau tout filin flottant à proximité des corps-morts.

#### **ARTICLE 11 : Entretien, flottabilité et sécurité des navires**

Tout navire séjournant dans le périmètre de l'AOT doit être maintenu en bon état d'entretien de flottabilité et de sécurité.

Si les agents chargés de la police du périmètre de l'AOT constatent qu'un navire est à l'état d'abandon ou dans un état tel qu'il risque de couler ou de causer des dommages aux navires ou aux ouvrages environnants, ils mettent en demeure le propriétaire de procéder à la remise en état ou à la mise à sec du navire.

Si le nécessaire n'a pas été fait dans le délai imparti, il est procédé à la mise à sec du navire aux frais et risques du propriétaire, sans préjudice de la contravention de grande voirie qui est dressée contre lui. Les services de l'Etat (Direction Départementale des Territoires et de la Mer ) doivent être tenus informés par le titulaire de l'autorisation des démarches entreprises.

#### **ARTICLE 12 : Naufrage de navire**

Lorsqu'un navire coule dans le périmètre de l'AOT, le propriétaire est tenu, après mise en demeure, de le faire enlever ou de le faire déconstruire dans les conditions fixées par le titulaire de l'autorisation après consultation des services de l'Etat compétents. Des délais seront fixés pour le commencement et l'achèvement des travaux.

En cas de non-respect par le propriétaire de ses obligations, le titulaire de l'AOT procédera à l'enlèvement du navire aux frais et risques du propriétaire, après autorisation des services de l'Etat.

#### **ARTICLE 13 : Déchets**

Il est interdit :

- d'utiliser des WC s'évacuant à la mer dans le périmètre de l'AOT ;
- de jeter des déchets, des débris, des ordures ménagères, des liquides insalubres et notamment des hydrocarbures (gas-oil, essences, huiles...) ou des matières quelconques sur les ouvrages et dans les eaux du périmètre de l'AOT ;
- d'y faire aucun dépôt, même provisoire.

Des poursuites contre les contrevenants aux dispositions ci-dessus seront engagées immédiatement par le titulaire de l'autorisation ou les services de l'Etat compétents.

#### **ARTICLE 14 : Activités nautiques**

La plongée sous-marine (excepté pour l'entretien des mouillages et des installations associées ainsi que pour les opérations de renflouage), les véhicules nautiques à moteur et toute autre activité sont interdits dans les zones de mouillage.

Dans les zones de mouillages :

- dans le périmètre de compétence du maire, un arrêté municipal déterminera les conditions de circulation des engins non immatriculés et de la baignade.
- au-delà de la zone de compétence du maire (soit au-delà de la bande des 300 mètres), le kitesurf et la planche à voile sont interdits.

### **CHAPITRE II – INFRACTIONS AU REGLEMENT DE POLICE DE LA ZMEL**

#### **ARTICLE 15 : Constatation des infractions**

Les infractions au présent règlement sont constatées par les agents assermentés à cet effet : officiers et agents de police judiciaire, fonctionnaires et agents de l'Etat habilités à constater les infractions au code de l'environnement et au code du domaine de l'état, agents du syndicat mixte des ports du bassin d'Arcachon assermentés et commissionnés à cet effet.

## **ARTICLE 16 : Mesures d'office en cas d'infractions**

En cas d'infraction aux prescriptions du présent règlement, les agents cités à l'article 15 dressent un procès-verbal et prennent toutes mesures pour faire cesser immédiatement l'infraction.

A cet effet, ils pourront procéder, après une mise en demeure préalable sauf cas de force majeure nécessitant une intervention immédiate, au déplacement d'office du navire au sein du périmètre de l'AOT sur les corps morts de sécurité. Ils ont seul le pouvoir de placer un navire sur un corps mort de sécurité. Il est interdit à quiconque d'enlever un navire du corps mort de sécurité sans l'accord express du titulaire de l'autorisation et paiement des sommes dues.

Ils ont pouvoir pour faire enlever d'office et mettre en fourrière, après mise en demeure des propriétaires, les navires en contravention, aux frais risques et périls des propriétaires.

## **ARTICLE 17 : Sanctions**

Toute infraction à ces dispositions expose son auteur aux sanctions prévues par la loi, notamment celles prévues par le code des transports.

Conformément aux dispositions de l'article R341-5 du code du tourisme :

- les infractions aux dispositions du présent règlement de police sont punies des peines prévues pour les contraventions de la 2ème classe. En cas de récidive, il sera fait application des peines d'amendes prévues pour les contraventions de 3ème classe.

- Sera puni des peines d'amende prévues pour les contraventions de la 4ème classe quiconque aura refusé d'exécuter les ordres donnés par les fonctionnaires et agents compétents en matière de police du mouillage. En cas de récidive, il sera fait application des peines d'amende prévues pour les contraventions de 5ème classe. Ces sanctions sont prévues indépendamment de celles prévues pour les infractions relatives à la conservation du domaine public soumises au régime de la contravention de grande voirie.

L'infraction de rejet de substance polluante provenant d'un navire est prévue et réprimée par l'article L.218-19 du code de l'environnement, punie de 4 000 euros d'amende.

Déverser ou laisser s'écouler des substances nuisibles, ou abandonner des déchets en quantité importante, dans les eaux de la mer ou sur le rivage sont des infractions prévues et punies de deux ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende par l'article L216-6 du code de l'environnement.

## **CHAPITRE III – DISPOSITIONS EXECUTOIRES**

### **ARTICLE 18 : Information des usagers**

Une copie du présent règlement de police doit être remise, par le gestionnaire de la zone de mouillage, aux usagers fréquentant la zone de mouillages.

Le titulaire de l'autorisation de ZMEL ou le gestionnaire de ZMEL affiche les consignes précisant les conditions d'utilisation des ouvrages, installations et services, les règles de lutte contre l'incendie ainsi que les mesures relatives à la conservation et à la propreté du plan d'eau et à la protection des navires et embarcations (ou règlement d'exploitation). Il met en place les panneaux nécessaires pour les porter à la connaissance des usagers.

### **Article 19 : Voies de recours**

Le présent arrêté de règlement de police peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet maritime de l'Atlantique ou de la Préfète de la Gironde ou d'un recours hiérarchique devant la ministre responsable du domaine public maritime (ministre de la transition écologique) dans les deux mois suivant la date de sa publication.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'autorité administrative vaut décision implicite de rejet. En cas de décision de rejet par l'autorité administrative, la décision rejetant ce recours peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, selon les voies citées ci-dessous, dans un délai de deux mois à compter de la réception d'une décision expresse ou de la date à laquelle naît une décision implicite.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux, sans recours administratif ou hiérarchique préalables, devant le tribunal administratif de Bordeaux, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le sire internet <https://www.telerecours.fr>

**Article 20 : Mesures de publicité et diffusion**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Gironde, le Commandant de la Gendarmerie Maritime Atlantique, Monsieur le Maire d'Arès, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde.

**A Arcachon, le 16 février 2021**

**Pour le Préfet Maritime de l'Atlantique,  
et par délégation**

**Pour la Préfète de la Région Aquitaine,  
Préfète de la Gironde,  
et par délégation**

**La directrice départementale adjointe des territoires  
et de la mer de la Gironde,  
Déléguée à la mer et au littoral**



**H. Chancel-Lesueur**





# DDTM DE LA GIRONDE

33-2021-01-15-014

Arrêté préfectoral du 15 janvier 2021 autorisant la mise en place de parcours de pêche de "graciation" dans le département de la Gironde pour l'année 2021



**ARRÊTE AUTORISANT LA MISE EN PLACE DE  
PARCOURS DE PÊCHE 'DE GRACIATION' DANS LE DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE  
POUR L'ANNÉE 2021**

**La Préfète de la Gironde**

VU les dispositions du Code de l'Environnement et notamment les articles R.432-5, R.436-23 - IV,  
VU l'arrêté préfectoral donnant délégation de signature à Monsieur Renaud LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
VU l'arrêté pris au nom de la Préfète, portant subdélégation de signature de Renaud LAHEURTE, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
VU la demande présentée par la Fédération Départementale des Associations Agréées pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique (FDAAPPMA) de la Gironde en date du 28 octobre 2020,  
VU l'avis du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) en date du 13/01/2021,  
VU l'avis favorable du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,  
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,  
**Considérant** dans le cadre de la gestion piscicole durable, la mise en place de nouvelles pratiques de pêche permettant le développement d'une activité halieutique plus sportive dans un souci de protection et de préservation de la ressource piscicole,

**ARRETE**

**ARTICLE 1er** : Des parcours de pêche de "graciation intégrale" (No-Kill), sont instaurés sur les sites désignés ci-après, au titre de l'année 2021 :

|   | DÉNOMINATION   | COMMUNE     | GESTIONNAIRE                      | ESPÈCE CONCERNÉE                         | PÉRIODE CONCERNÉE  |
|---|--|-------------|-----------------------------------|--|--|
| <b>DOMAINE PRIVE -EAUX LIBRES (cours d'eau et étangs)</b> |  |             |                                   |  |  |
| 1   | Ruisseau du Gourmeron<br>- limite amont : borne communale en rive droite délimitant la parcelle ZO 097<br>- limite aval : Pont de la D231) | FRONTENAC   | AAPPMA « la Gaule Frontenacaise » | Toutes espèces (à l'exception du silure) | Conformément aux périodes de pêche définies dans l'ARP de la Gironde, pour les espèces concernées. |
| 2   | Étang de Barsac  | BARSAC      | Fédération des AAPPMA 33          | CARNASSIERS (à l'exception du silure)    | Conformément aux périodes de pêche définies dans l'ARP de la Gironde, pour les espèces concernées. |
| 3   | Étang de Rousset   | CESTAS      | AAPPMA de Cestas                  | CARNASSIERS (à l'exception du silure)    | Conformément aux périodes de pêche définies dans l'ARP de la Gironde, pour les espèces concernées. |
| 4   | Étang de Ripeau  | LES BILLAUX | AAPPMA « Le Roseau Dagueyais »    | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |
| 5   | Étang de la Petite Font  | GOURS       | AAPPMA « La Perche de l'Isle »    | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |

|  |                          |                          |                                  |  |  |
|--|--------------------------|--------------------------|----------------------------------|--|--|
| 6  | Étang des 5 chemins      | ABZAC                    | AAPPMA « Les Pêcheurs Abzacais » | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |
| 7  | Étang d'Anglade          | IZON                     | AAPPMA « La Gaule TBC »          | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |
| <b>DOMAINE PRIVE – ÉTANGS CLASSÉS EAUX CLOSES AVEC APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DE LA PÊCHE (arrêtés préfectoraux du 08/01/2020)</b> |                          |                          |                                  |  |  |
| 9  | Étang de Floirac         | FLOIRAC                  | Fédération des AAPPMA 33         | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |
| 10   | Étang du Mayne           | LE TEICH                 | AAPPMA « LE Brochet Boïen »      | Toutes espèces (à l'exception du silure) | Conformément aux périodes de pêche définies dans l'ARP de la Gironde, pour les espèces concernées. |
| 11   | Étang d'Armeau           | CADAUJAC                 | AAPPMA l'Asticot de Cadaujac     | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |
| 12   | Étang de la Chataignière | SAINT AVIT SAINT NAZAIRE | AAPPMA la Gaule Foyenne          | CARPES                                   | TOUTE L'ANNÉE  |

Chaque parcours est décrit dans les fiches annexées au présent arrêté et mis en ligne sur le site de la FDAAPPMA33 à l'adresse suivante : [www.peche33.com](http://www.peche33.com).

**ARTICLE 3** : Les dispositions réglementaires applicables sur les parcours sont les suivantes :

|                                   |   |
|-----------------------------------|---|
| Remise à l'eau immédiate          | La remise à l'eau des espèces piscicoles visées dans le présent arrêté est <u>obligatoire et immédiate</u> , dans les meilleures conditions, à l'exception des espèces indésirables ou interdites, susceptibles de provoquer des déséquilibres biologiques qui devront être détruites sur place. Parcours concernant les carnassiers : la remise à l'eau du silure n'est pas obligatoire. |
| Montages                          | Seule l'utilisation d'une ligne est autorisée, elle est équipée jusqu'à 2 hameçons simples sans ardillons ou avec ardillons écrasés, à l'exception de la pêche de la carpe où l'utilisation de 4 lignes est autorisée.  |
| Appâts                            | L'amorçage est autorisé. Il devra être réalisé de façon modérée en évitant un apport régulier et important de matière d'origine organique afin de respecter l'équilibre des milieux aquatiques.   |
| Conditions d'exercice de la pêche | Tout pêcheur devra être titulaire de la carte de pêche de l'année en cours, délivrée par une association agréée pour la pêche et la protection du milieu (A.A.P.P.M.A.) et avoir acquitté la Cotisation Pêche et Milieu Aquatique (CPMA)  |

**ARTICLE 4** : Tous les parcours de "graciation" devront être signalés par un panneauage spécifique. Pour la pêche de la carpe en no-kill, les postes de pêches devront être préalablement définis.

**ARTICLE 5** : Toutes les dispositions en vigueur concernant la réglementation générale et particulière de la pêche, non modifiées par le présent arrêté, sont à respecter.

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 93 30 33  
Mél: [martine.esclair@girondedepartement.gouv.fr](mailto:martine.esclair@girondedepartement.gouv.fr)  
[www.girondedepartement.gouv.fr](http://www.girondedepartement.gouv.fr)

**ARTICLE 6 :** En application du code des relations du public avec l'administration et du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Bordeaux, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique <<télérecours citoyens>> accessible par le site internet <<www.telerecours.fr>>

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde, le Chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) et tous les agents habilités à constater les infractions à la police de la pêche en eau douce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs.

Bordeaux, le **15 JAN. 2021**

Pour la Préfète et par délégation

Pour le Directeur Départemental  
des Territoires et de la Mer, par délégation,  
La Cheffe de l'Unité Nature



Delphine ESPALIEU

Cité administrative  
2 rue Jules Ferry – BP 90  
33090 Bordeaux Cedex  
Tél : 05 56 93 30 33  
Mél: martine.esclair@gironde.gouv.fr  
www.gironde.gouv.fr

3/3

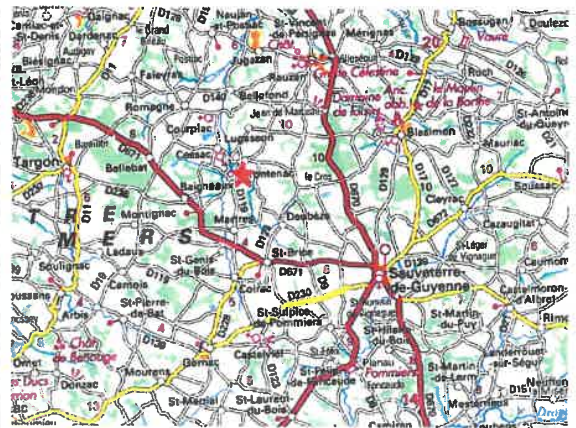






**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : RUISSEAU DU GOURMERON**

| <u>Description</u>                              |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Plan d'eau             | <b>LE GOURMERON</b>  |
| <input checked="" type="checkbox"/> Cours d'eau |  |
| Commune   | <b>FRONTENAC</b>   |
| LINEAIRE  | <b>700 METRES</b>  |
| Gestionnaire                                    | <b>AAPPMA « LA GAULE FRONTENACAISE »</b>                             |
| <u>Parcours</u>                                 |  |
| Périodes  | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année                    |
|   | <input type="checkbox"/>   |
| Signalétique                                    | <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées                              | <b>TOUTES</b>  |



**Objectifs du parcours :**

- Développement halieutique en Gironde :  
Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche :  
Enseigner la pratique de la pêche aux enfants



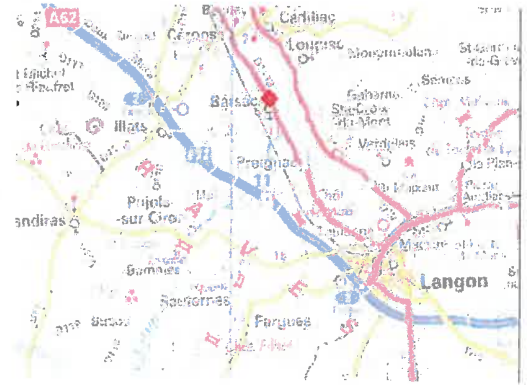
**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : SITE DE BARSAC**

Description

|  |  |
|--|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>SITE DE BARSAC</b>                      |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |  |
| Commune  | <b>BARSAC</b>                              |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>5 HA</b>                                |
| Gestionnaire                                   | <b>FEDERATION DES AAPPMA DE LA GIRONDE</b> |

Parcours

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/>                          |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>CARNASSIERS</b>                                |                              |



Objectifs du parcours :

- Développement halieutique en Gironde : Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche : Enseigner la pratique de la pêche aux enfants



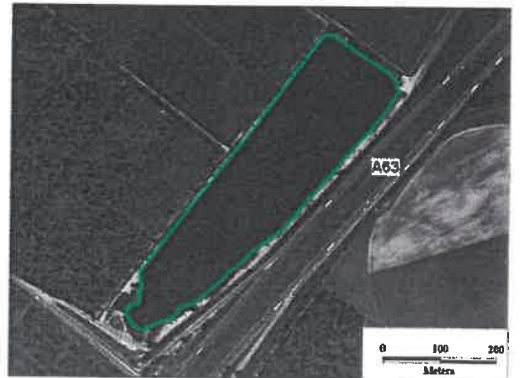
**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : ROUSSET**

**Description**

|  |                              |
|--|------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang du Rousset</b>      |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                              |
| Commune  | <b>Cestas</b>                |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>8 ha</b>                  |
| Gestionnaire                                   | <b>A.A.P.P.M.A de Cestas</b> |

**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Limites            | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du                       |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>Carnassier</b>                                 |                              |



**Objectif du parcours :**

- Répondre aux demandes des pêcheurs pour promouvoir, initier et développer la pêche de loisir aux carnassiers.





**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : ETANG DE RIPEAU**

**Description**

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>RIPEAU</b>                     |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                   |
| Commune  | <b>LIBOURNE</b>                   |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>0.5 ha</b>                     |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA Le Roseau Dagueyais</b> |



**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du                       |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>Carpes</b>                                     |                              |



**Objectifs de ce parcours :**

- Développement halieutique en Gironde : Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche : Enseigner la pratique de la pêche aux enfants



**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : Etang de la Petite Font**

Description

|  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang de la petite Font</b>    |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                   |
| Commune  | <b>GOURS</b>                      |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>6,5 ha</b>                     |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA La Perche de l'Isle</b> |



Parcours

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du                       |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>Carpes</b>                                     |                              |

Objectifs de ce parcours :

- Développement halieutique en Gironde :  
Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche :  
Enseigner la pratique de la pêche aux enfants

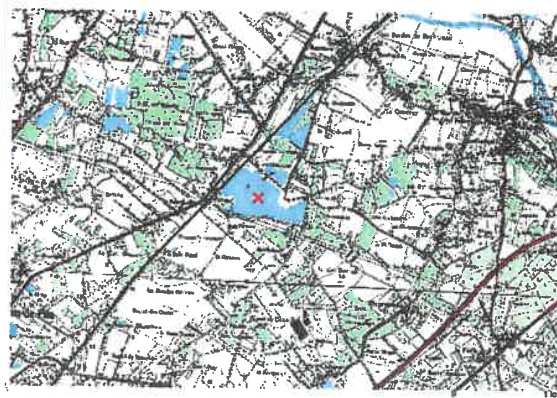




**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : Lac des 5 chemins**

**Description**

|  |                                     |
|--|-------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Lac des 5 chemins</b>            |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                     |
| Commune  | <b>ABZAC</b>                        |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>26 ha</b>                        |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA Les Pêcheurs Abzacais</b> |



**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du                       |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>Carpes</b>                                     |                              |



**Objectifs de ce parcours :**

- Développement halieutique en Gironde :  
Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche :  
Enseigner la pratique de la pêche aux enfants



**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : Etang d'Anglade**

**Description**

|  |                                |
|--|--------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang d'Anglade</b>         |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                |
| Commune  | <b>Izon</b>                    |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>7,5 ha</b>                  |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA La Gaule<br/>TBC</b> |



**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du ...                   |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>Carpes</b>                                     |                              |



**Objectifs de ce parcours :**

- Développement halieutique en Gironde :
  - Répondre aux demandes des pêcheurs
  - Tourisme
- Animation pêche : Enseigner la pratique de la pêche aux enfants.

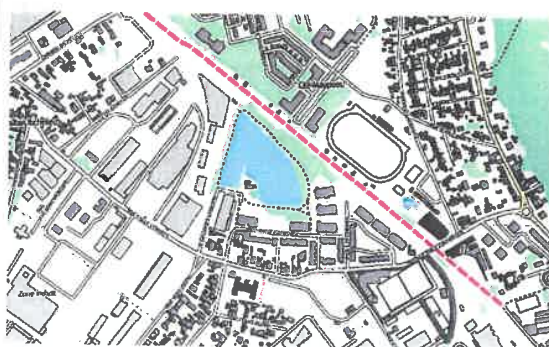
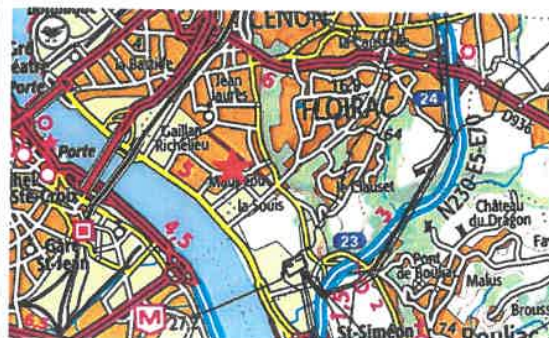




**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : ETANG DE FLOIRAC**

Description

|  |                         |
|--|-------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>ETANG DE FLOIRAC</b> |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                         |
| Commune  | <b>FLOIRAC</b>          |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>2 HA</b>             |
| Gestionnaire                                   | <b>FDAAPPMA 33</b>      |



Parcours

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/>                          |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>CARPES</b>                                     |                              |

Objectifs du parcours :

- Développement halieutique en Gironde :  
Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche :  
Enseigner la pratique de la pêche aux enfants



**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : LE MAYNE**

**Description**

|  |                                |
|--|--------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Le Mayne</b>                |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                |
| Commune  | <b>LE TEICH</b>                |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>1.5 ha</b>                  |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA Le Brochet Boien</b> |



**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du ...                   |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces Concernées | <b>Toutes espèces</b>                             |                              |



**Objectifs de ce parcours :**

- Développement halieutique en Gironde : Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche : Enseigner la pratique de la pêche aux enfants.



**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : Etang d'Armeau**

**Description**

|  |                         |
|--|-------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>Etang d'Armeau</b>   |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                         |
| Commune  | <b>CADAUJAC</b>         |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>1,3 ha</b>           |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA l'ASTICOT</b> |



**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/> Du                       |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>Carpes</b>                                     |                              |



**Objectifs de ce parcours :**

- Développement halieutique en Gironde :  
Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche :  
Enseigner la pratique de la pêche aux enfants

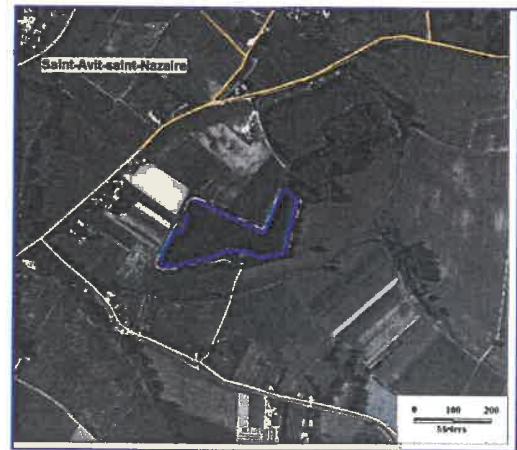
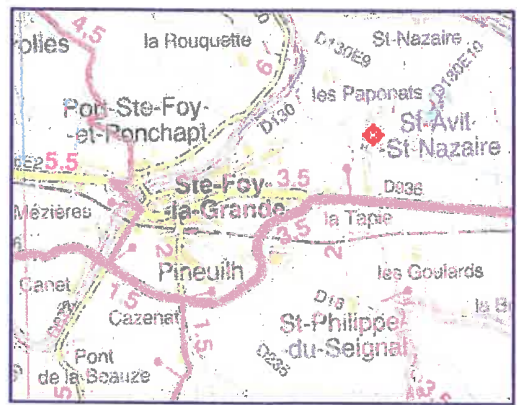




**NOM DU PARCOURS DE GRACIATION : LA CHATAIGNIERE**

**Description**

|  |                                 |
|--|---------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan d'eau | <b>LA CHATAIGNIERE</b>          |
| <input type="checkbox"/> Cours d'eau           |                                 |
| Commune  | <b>SAINT AVIT SAINT NAZAIRE</b> |
| Superficie Plan d'eau                          | <b>5 HA</b>                     |
| Gestionnaire                                   | <b>AAPPMA « GAULE FOYENNE »</b> |



**Parcours**

|                    |   |                              |
|--------------------|---|------------------------------|
| Périodes           | <input checked="" type="checkbox"/> Toute l'année |                              |
|                    | <input type="checkbox"/>                          |                              |
| Signalétique       | <input checked="" type="checkbox"/> Oui           | <input type="checkbox"/> Non |
| Espèces concernées | <b>CARPES</b>                                     |                              |

**Objectifs du parcours :**

- Développement halieutique en Gironde : Répondre aux demandes des pêcheurs
- Tourisme
- Animation pêche : Enseigner la pratique de la pêche aux enfants





DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES  
ET DE LA MER

33-2021-02-04-011

Arrêté de composition de la CLE du SAGE de la Vallée de  
la Garonne 2021

*Arrêté de composition de la CLE du SAGE de la Vallée de la Garonne 2021*



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires  
de la Haute-Garonne**

**Arrêté préfectoral portant modification de la commission locale de l'eau (CLE) du  
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.212-4 et R.212-29 à R. 212-34 ;

Vu la circulaire n°10 du 21 avril 2008 du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du Bassin Adour-Garonne approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2015 ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 24 septembre 2007 délimitant le périmètre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne et nommant le préfet de la Haute-Garonne responsable du suivi de l'élaboration du SAGE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2010 portant création de la commission locale de l'eau (CLE) du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2016 portant renouvellement de la composition de la commission locale de l'eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 août 2017 portant modification de la commission locale de l'eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral du 21 juillet 2020 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne ;

Considérant que la composition de la commission locale de l'eau proposée est issue d'un important travail de concertation locale avec les collectivités territoriales et les associations des maires,

Direction départementale des territoires de la Haute-Garonne  
Service environnement eau et forêt  
1, place Saint-Étienne  
31038 TOULOUSE CEDEX 9  
Tél. : 05 34 45 34 45  
Site internet : [www.haute-garonne.gouv.fr](http://www.haute-garonne.gouv.fr)

1/5

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** : L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2017 portant modification de la commission locale de l'eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vallée de la Garonne est modifié comme suit :

**A/ COLLEGE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES, DE LEURS GROUPEMENTS ET DES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX**

| REPRESENTANTS          | COLLECTIVITES  |
|------------------------|--|
| M. Thierry SUAUD,      | Conseil régional Occitanie                             |
| M. Henri SABAROT       | Conseil régional Nouvelle Aquitaine                    |
| Mme Nicole QUILLIEN    | Conseil départemental de l'Ariège                      |
| M. Sébastien VINCINI   | Conseil départemental de la Haute-Garonne              |
| M. Jean-Pierre COT     | Conseil départemental du Gers                          |
| M. Hervé GILLE         | Conseil départemental de la Gironde                    |
| M. Raymond GIRARDI     | Conseil départemental du Lot-et-Garonne                |
| M. Bernard VERDIER     | Conseil départemental des Hautes-Pyrénées              |
| Mme Véronique COLOMBIE | Conseil départemental du Tarn-et-Garonne               |
| M. Manuel MARTINEZ     | Parc naturel régional des Landes de Gascogne           |
| Mme. Maryse COMBRES    | Syndicat Mixte d'Etudes et d'Aménagement de la Garonne |

**Elus de la Haute-Garonne**

|  |   |
|--|---|
| M. Gilbert TARRAUBE, adjoint au maire                      | Commune de Martres-Tolosane                         |
| M. Eric MASCARAS, conseiller municipal                     | Commune de Saint-Julien-sur-Garonne                 |
| M. Sébastien SANSONETTO, conseiller municipal              | Commune de Villeneuve-de-Rivière                    |
| M. Michel LERAY, conseiller municipal                      | Commune de Bagnères-de-Luchon                       |
| M. Alain MAREK, adjoint au maire                           | Commune de Noé                                      |
| M. Ali BENARFA, adjoint au maire                           | Commune de Carbonne                                 |
| M. Jean-Luc SOUYRI, adjoint au maire                       | Commune de Saint-Gaudens                            |
| M. Michel CAZENEUVE, conseiller municipal                  | Commune de Saint-Béat-Lez                           |
| Mme Isabelle SCHULTZ, conseillère municipale               | Commune de Lévigac                                  |
| M. Patrice RENARD, conseiller municipal                    | Commune de Launaguet                                |
| Mme Nicole MIQUEL-BELLAUD, conseillère municipale déléguée | Commune de Toulouse                                 |
| M. Jean- Luc BRIS, adjoint au maire                        | Commune de Portet-sur-Garonne                       |
| Mme Françoise AMPOULANGE, déléguée communautaire           | Toulouse Métropole                                  |
| M. Jean-Claude LAJOURS, vice-président                     | Syndicat Mixte Garonne, Aussonnelle, Louge et Touch |
| M. André MORERE, délégué communautaire                     | Communauté d'agglomération le Muretain Aggio        |

2/5

|                             |   |
|-----------------------------|---|
| M. Alain FRECHOU, président | Syndicat Mixte Garonne Amont                                    |
| M. Rémi RAMOND, délégué     | Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne |

#### Elu des Hautes-Pyrénées

|                                       |                                       |
|---------------------------------------|---------------------------------------|
| M. André DURAN, délégué communautaire | Communauté de communes Neste Barousse |
|---------------------------------------|---------------------------------------|

#### Elus de la Gironde

|   |  |
|---|--|
| M. Patrick LABAYLE, maire                       | Commune de Saint-Pierre-de-Mons                  |
| M. François QUIRIN, maire                       | Commune de Floudes                               |
| Mme Graziella CHIAPPA, adjointe au maire        | Commune de Gironde-sur-Dropt                     |
| M. Pascal MODET, maire                          | Commune de Baurech                               |
| M. Frédéric LATASTE, maire                      | Commune de Capian                                |
| M. Maxime GHESQUIERE, conseiller métropolitain, | Bordeaux Métropole                               |
| Mme Valérie MENERET, vice-présidente            | Communauté de communes Convergence Garonne       |
| M. Bernard PAGOT, vice-président                | Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde |

#### Elus du Lot-et-Garonne

|                                     |                                   |
|-------------------------------------|-----------------------------------|
| M. Henri TANDONNET, maire           | Commune de Moirax                 |
| M. Dante RINAUDO, maire             | Commune de Tonneins               |
| Mme Julie CASTILLO, maire           | Commune de Casteljaloux           |
| M. Jacques BILIRIT, maire           | Commune de Fourques-sur-Garonne   |
| M. Jean-Pierre VICINI, maire        | Commune de Thouars                |
| Mme Pascale LUGUET, maire           | Commune de Boé                    |
| M. Jacques VERDELET, maire          | Commune de Laguerre               |
| Mme Geneviève LE LANNIC, présidente | Syndicat départemental Eau 47     |
| M. Pierre DELOUVRIE, vice-président | Communauté d'agglomération d'Agen |

#### Elus du Tarn-et-Garonne

|  |  |
|--|--|
| M. Serge LANNES, adjoint au maire          | Commune de Castelsarrasin                        |
| M. Bernard LESTRADE, conseiller délégué    | Commune de Verdun-sur-Garonne                    |
| M. Patrick DELBECQUE, conseiller municipal | Commune de Valence d'Agen                        |
| Mme Laurence LAFON, conseillère municipale | Commune de Saint-Nicolas-de-la-Grave             |
| M. Alain BELLOC, conseiller communautaire, | Communauté de communes Grand Sud Tarn-et-Garonne |
| M. Jean-Luc DEPRINCE, vice-président,      | Syndicat de Gestion des Rivières Astarac Lomagne |

## **B/ COLLEGE DES USAGERS, DES PROPRIETAIRES FONCIERS, DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES ET DES ASSOCIATIONS**

- Le président de la chambre régionale d'agriculture Nouvelle-Aquitaine ou son représentant.
- Le président de la chambre régionale d'agriculture Occitanie ou son représentant.
- Le président de la chambre départementale d'agriculture de Lot-et-Garonne ou son représentant.
- Le président de la chambre départementale d'agriculture de Tarn-et-Garonne ou son représentant.
- Le président de la chambre départementale d'agriculture de la Haute-Garonne ou son représentant au titre de représentant des organismes uniques de gestion collective de prélèvement d'eau pour l'irrigation.
- Le président de la fédération régionale d'agriculture biologique (FRAB) Occitanie ou son représentant.
- Le président de l'association des entreprises du bassin Adour-Garonne (ADEBAG) ou son représentant.
- Le président de la chambre régionale de commerce et d'industrie (CRCI) Occitanie ou son représentant.
- Le directeur délégué EDF Division Production Ingénierie Hydraulique, Coordonnateur Eau Grand Sud Ouest, Délégué du bassin Adour-Garonne ou son représentant.
- Le délégué régional sud-ouest d'EAF (Electricité Autonome Française) ou son représentant.
- Le président de l'union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM) ou son représentant.
- Le président de la Fédération des Sociétés pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le sud-ouest (SEPANSO) ou son représentant.
- Le président de France Nature Environnement Midi-Pyrénées ou son représentant.
- Le président de l'association Nature en Occitanie ou son représentant.
- Le président de l'association pour la restauration et la gestion des poissons migrateurs du bassin de la Garonne et de la Dordogne (MIGADO) ou son représentant.
- Le président de la confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie (CLCV) Occitanie ou son représentant.
- Le président de l'union départementale des associations familiales de la Gironde (UDAF 33) ou son représentant.
- Le président de l'union fédérale des consommateurs (UFC) Que Choisir Région Occitanie ou son représentant
- Le président du syndicat des propriétaires forestiers d'Occitanie ou son représentant.
- Le président de la confédération pyrénéenne du tourisme ou son représentant.
- Le président du comité régional Occitanie de canoë kayak ou son représentant.
- Le président du comité départemental du tourisme de Lot-et-Garonne ou son représentant.
- Le président de l'union des fédérations pour la pêche et la protection du milieu aquatique du bassin Adour-Garonne ou son représentant.
- Le président de l'association agréée départementale de pêche professionnelle en eaux douces de la Gironde ou son représentant.
- Le président de la fédération régionale des chasseurs d'Occitanie ou son représentant.



## C/ COLLEGE DES REPRESENTANTS DE L'ETAT ET DE SES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Le préfet de la région Occitanie, coordonnateur du bassin Adour-Garonne ou son représentant.

Le directeur de l'agence de l'eau Adour-Garonne ou son représentant.

Le préfet de la Haute-Garonne, préfet coordonnateur de sous-bassin, responsable de la procédure du SAGE, ou son représentant.

Le préfet de la Gironde ou son représentant.

Le préfet du Lot-et-Garonne ou son représentant.

Le préfet des Hautes-Pyrénées ou son représentant.

Le préfet du Tarn-et-Garonne ou son représentant.

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine ou son représentant.

Le directeur interrégional du sud-ouest de voies navigables de France ou son représentant.

Le délégué régional Occitanie de l'office français de la biodiversité ou son représentant

Le directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt d'Occitanie ou son représentant

Le directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie ou son représentant.

**Art. 2.** – Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 août 2017 restent inchangées.

**Art. 3.** – Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télécours accessible sur le site <http://www.telercours.fr> conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative.:

a) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

b) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements dans un délai de quatre mois à compter de :

– l'affichage en mairie,

– la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne.

Le délai court à compter de l'accomplissement de la dernière de ces deux modalités de publicité.

**Art. 4.** – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de l'Ariège, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Tarn-et-Garonne et sera mis en ligne sur le site Internet désigné par le ministère chargé de l'environnement [www.gesteau.eaufrance.fr](http://www.gesteau.eaufrance.fr).

**Art. 5.** – Les secrétaires généraux des préfectures de l'Ariège, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, du Lot-et-Garonne, des Hautes-Pyrénées, du Tarn-et-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise aux membres de la commission locale de l'eau.

Fait à Toulouse, le 04 FFV 2021

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

Denis OLANON

DREAL NA

33-2021-02-12-006

Arrêté de subdélégation de signature Alice-Anne Médard -  
33 - 12022021

**DECISION**  
**subdélégation de signature aux agents de la DREAL Nouvelle-Aquitaine  
Département de la Gironde**

**La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,**

**VU** l'article 43 du décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État, dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**VU** l'arrêté du préfet de la région Nouvelle-Aquitaine n°2016-016 du 5 janvier 2016 portant organisation de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté du 5 mars 2018 nommant Mme Alice-Anne MÉDARD directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

**VU** l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité de la zone Sud-Ouest, préfète de la Gironde du 16 avril 2019 portant délégation de signature à Mme Alice-Anne MÉDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine ;

**DÉCIDE**

**ARTICLE 1 :** En cas d'absence de Mme Alice-Anne MÉDARD, directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Nouvelle-Aquitaine, la délégation de signature qui lui a été conférée sera exercée par M. Christian MARIE, directeur délégué, à l'exception des actes relatifs à sa situation personnelle.

Dans le cadre de leurs attributions respectives et par référence à l'annexe 1 ci-jointe, une subdélégation de signature permanente est donnée aux adjoints ci-après mentionnés pour les courriers de service et pour les décisions qui leur sont associés comme ci-après :

- Isabelle LASMOLES : codes D
- Jacques REGAD : codes, B, F1 à F5
- Olivier MASTAIN : codes A, B, C, D, E, F6, G1

En cas d'absence d'un des adjoints, chacun des autres adjoints pourra signer dans le domaine de délégation de l'adjoint absent. Cette capacité est également donnée à Jean-Pascal BIARD, directeur adjoint.

**ARTICLE 2 :** Dans le cadre de leurs attributions respectives et par référence à l'annexe 1 ci-jointe, une subdélégation de signature est donnée aux agents ci-après mentionnés pour les courriers de service et pour les décisions qui leur sont associés comme ci-après :

**Pour le Service Environnement Industriel**

- Samuel DELCOURT, chef de service : codes A, B1 à B9, C, D, G1

- Hervé PAWLACZYK, adjoint au chef de service : codes A, B1 à B9, C, D, G1
- Fabrice HERVE, chargé de mission : code D
- Pierre ESCALE, coordonnateur régional de l'activité véhicule : code D

*Département sécurité industrielle*

- Séverine LONVAUD, Cheffe de département : codes A, C, G1
- Philippe DUMORA, Chef de division risques accidentels : code A, G1
- Eric MOULARD, Chef de division équipements sous pression : codes A, C, G1
- Chrystelle FREMAUX, Cheffe de division canalisations, coordonnatrice du pôle CANA : code C

*Département risques chroniques*

- Christophe MARTIN, Chef de département : code A, G1
- Sylvain LABORDE, adjoint au chef de département : code A, G1
- Jacques GERMAIN, Chargé de mission Carrières : code A3, A4

*Département énergie sol et sous-sol*

- David SANTI, Chef de département : codes B1 à B9, A, G1
- Peggy HARLE, Adjointe au chef de département, cheffe de division : codes B1 à B9, A, G1
- Isabelle HUBERT, Cheffe de division : code A3, A4
- Julien MORIN, Chef de division : code B1 à B8, A4

**Pour le Service prévention des risques naturels et hydrauliques**

- Pierre-Paul GABRIELLI, chef de service : codes B10, B11, E
- Hervé DUPOUY, chef de service délégué : codes B10, B11, E

*Département risques naturels*

- Marie-Christine BARBEAU, Cheffe du département : code E1
- Agnès CHEVALIER, adjointe à la Cheffe du département : code E1

*Département ouvrages hydrauliques*

- Jean HUART, adjoint au chef de service et chef du département : code B10, B11, E2
- Patrick FAYARD, Xavier ABBADIE, Laurence BIBAL, Marion CENTOFANTI, Xavier DUCREUX, Sylvie TRARIEUX, Michel FAUCHER, Pauline ARDAINE, Gisèle PALADINI, Cyril PETITPAS : code E2
- Florian VARRIERAS, adjoint au chef de département : codes B10, B11, E2
- Valérie FLOUR, Emmanuel CREISSELS, Isabelle REUILLE, Patrick THOMAS, Brice TAUDIN, Laurent CANTEGRIT : code E2

*Département Hydrométrie et Prévission des Crues Gironde-Adour-Dordogne*

- Yan LACAZE, chef du département : code E1

*Division Hydrométrie :*

- Sylvain CHESNEAU : code E1

*Département Hydrométrie et Prédiction des Crues Vienne-Charente-Atlantique*

- Isabelle LEVAVASSEUR, cheffe du département : code E1
- Pascal VILLENAVE adjoint à la cheffe du département : code E1
- Fabrice MICHAUD : code E1

- **pour le Service patrimoine naturel**

- Fabrice CYTERMANN, Chef de service : codes F1 à F5
- Jonathan LEMEUNIER, Adjoint au chef de service : codes F1 à F5

*Département appui support et transversalités*

- Alain MOUNIER, chef de département : codes F1 à F4

*Département Biodiversité Continuité et espaces naturels*

- Alain VEROT, Chef du département : code F1 à F3
- Sophie AUDOUARD, adjointe au chef de département : code F1 à F3

*Département Biodiversité, espèces et connaissance*

- Julien PELLETANGE, chef du département biodiversité, espèces et connaissance : codes F1 à F3, F5
- Capucine CROSNIER, adjointe au chef du département : codes F1 à F3, F5
- Maylis GUINAUDEAU, codes F1 à F3, F5 uniquement pour les dérogations à but scientifique et assimilées ;

*Département eau et ressources minérales*

- Claire CASTAGNEDE-IRAOLA, cheffe du département: code F4
- Sébastien GOUPIL, adjoint à la cheffe du département : code F4

- **Pour le Service Aménagement, Habitat, Paysage et Littoral**

- Valérie PEREIRA-MARTINEAU, cheffe de service : code F6
- Jennifer LIEGEOIS, adjointe à la cheffe de service : code F6

*Département aménagement et paysage*

- Christophe AUFRERE chef du département aménagement et paysage : code F6
- Bruno LIENARD, adjoint au chef de département : code F6

**pour l'unité départementale**

- Olivier PAIRAULT, Chef de l'unité départementale de la Gironde : codes A, D (sauf D2-s et D4-s), G1
- Monique ALLAUX, Adjointe au chef de l'unité départementale : codes A, D (sauf D2-s et D4-s), G1
- Céline FANZY, cheffe de cellule : codes A, D (sauf D2-s et D4-s), G1

- Henri CAILLET, chef de cellule véhicules : code D (sauf D2-s, D4-s et D5)
- Sabrina MOUFFLE : code D (sauf D2-s, D4-s et D5)
- Jacky MINERAY : code D (sauf D2-s, D4-s et D5)
- Jean-Christophe COURSEAU : code D (sauf D2-s, D4-s et D5)

**ARTICLE 3** : La présente décision abroge la décision du 17 décembre 2020 donnant subdélégation de signature à certains agents de la DREAL Nouvelle Aquitaine – département de la Gironde.

**ARTICLE 4** : La présente décision est exécutoire à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la Gironde.

Poitiers, le 12 février 2021

La directrice régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle-Aquitaine



Alice-Anne MÉDARD



— ANNEXE 1—

| N° de code | Nature des décisions déléguées   | Références   |
|------------|--|--|
|            | <p><b>A - ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL</b></p>   | <p>Code de l'environnement,<br/>code minier,<br/>code du travail</p> |
| A1         | Les actes relatifs à la surveillance et au contrôle des transferts transfrontaliers de déchets,  |  |
| A2         | Les actes relatifs à la validation des émissions annuelles de CO2 déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre,   |  |
| A3         | Tout acte en lien avec l'instruction de dossiers relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et de dossiers instruits au titre du code minier, à l'exception des arrêtés préfectoraux (autorisation, prescriptions complémentaires, sanction , mise en demeure),   |  |
| A4         | La saisine de l'autorité environnementale sur les projets ICPE, mines et ouvrages électriques, en application de l'article R 122-7 du code de l'environnement,   |  |
| A5         | Toutes les décisions individuelles prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement, suite à un examen au cas par cas prévu dans le cadre de l'article L122-1 du code de l'environnement, et notamment les articles R122-2 et R122-3 ; sauf les décisions concernant les dossiers soumis à étude d'impact.                                       |  |
|            | <p><b>B- ÉNERGIE</b></p>   |  |
| B1         | Les courriers relatifs à la justification technico-économique des ouvrages, en application de la circulaire Fontaine du 9 septembre 2002,  |  |
| B2         | Les courriers relatifs à la concertation préalable en application de la circulaire Fontaine du 9 septembre 2002,   |  |
| B3         | Les courriers liés à l'instruction des procédures de déclaration d'utilité publique, de servitudes et à l'approbation de projet pour les ouvrages de transport et de distribution d'électricité en application du Code de l'Énergie Livre III,   |  |
| B4         | Les décisions d'approbation de projet pour les ouvrages de transport et de distribution d'électricité en application du Code de l'Énergie Livre III,   |  |
| B5         | <p>Production d'électricité à partir d'énergie renouvelable,</p> <p>– Les décisions accordant ou refusant les certificats ouvrant droit à l'obligation d'achat pour les demandes déposées antérieurement au 30 mai 2016, en application du Code de l'Énergie Livre III,</p> <p>– Les courriers relatifs à l'obligation d'achat et au complément de rémuné-</p> |  |

| N° de code | Nature des décisions déléguées  | Références |
|------------|---|------------|
|            | ration,   |            |
| B6         | Les documents liés à l'instruction des procédures relatives au transport et à la distribution de gaz naturel, à la maîtrise de l'énergie,   |            |
| B7         | Les courriers relatifs au contrôle technique des ouvrages et au contrôle des champs électromagnétiques en application du Code de l'Énergie Livre III,   |            |
| B8         | Les courriers et documents relatifs à l'élaboration des listes d'utilisateurs prioritaires des réseaux d'électricité, dans le cadre des consignes générales de délestages (arrêté du 05 juillet 1990), et des réseaux de gaz assurant des missions d'intérêt général (arrêté du 19 mai 2008)  |            |
| B9         | Les attestations préfectorales ouvrant droit à l'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturels, ainsi que les courriers et avis relatifs à l'obligation d'achat et au complément de rémunération   |            |
| B10        | Les actes relatifs à l'attribution, la gestion et la fin d'une concession hydro-électrique,   |            |
| B11        | L'instruction des déclarations d'augmentation de puissance des installations hydroélectriques.  |            |
|            | <b>C - SÉCURITÉ INDUSTRIELLE</b>  |            |
| C1         | Appareils à pression : les décisions prises en application du chapitre Ier du titre VII du livre I, du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement ou des textes d'application de cette partie du code de l'environnement, et concernant :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>– les mises en demeure,</li> <li>– les habilitations de portée locale des services d'inspection des utilisateurs pour le suivi en service des appareils à pression prévues à l'article R.557-4-1 du code de l'environnement,</li> <li>– les aménagements.</li> </ul> |            |
| C2         | Canalisations de transport de matières dangereuses (gaz, hydrocarbures, produits chimiques) :<br><ul style="list-style-type: none"> <li>– les décisions d'accord ou de refus d'aménagement aux dispositions de l'arrêté du 05 mars 2014, en application du livre V, titre V, chapitre V du code de l'environnement,</li> <li>– l'information du transporteur de la procédure administrative à tenir au sujet de son projet de modification de son ouvrage, en application de l'article R 555.24 du code de l'environnement.</li> </ul>                                      |            |
|            | <b>D- TRANSPORTS</b>  |            |
| D1         | Délivrance des autorisations de mise en circulation de véhicules :  |            |

| N° de code | Nature des décisions déléguées  | Références |
|------------|---|------------|
|            | <ul style="list-style-type: none"> <li>- véhicules de transport en commun,</li> <li>- véhicules spécialisés dans les opérations de dépannage,</li> <li>- _véhicules de transport de matière dangereuse,</li> </ul>  |            |
| D2-s       | Réceptions en série (RPT, NKS, agrément de prototype)   |            |
| D2-u       | Réceptions à titre isolé, réceptions individuelles et identifications de véhicules,   |            |
| D3         | Surveillance des centres de contrôle de véhicules légers et poids lourds, et des contrôleurs techniques   |            |
| D4-a       | Agrément des centres de contrôle de véhicules légers et poids lourds, et des contrôleurs techniques,  |            |
| D4-s       | Sanction des centres de contrôle de véhicules légers et poids lourds, et des contrôleurs techniques,  |            |
| D5         | Désignation d'un expert chargé d'effectuer la visite technique annuelle des petits trains routiers.   |            |
|            | <b><u>E - RISQUES NATURELS ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES HYDRAULIQUES</u></b>  |            |
| E1         | Les études, évaluations et expertises en matière de risques naturels,   |            |
| E2         | Les actes relatifs au contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques, à l'exception de ceux portant mise en demeure ou sanctions administratives   |            |
|            | <b><u>F - PROTECTION DE LA NATURE</u></b>   |            |
| F1         | Les documents administratifs et décisions prévus dans le cadre de l'application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et flore menacées d'extinction, des règlements communautaires correspondants et de leurs textes d'application (CITES),        |            |
| F2         | les décisions relatives au transport de spécimens d'espèces animales simultanément inscrites dans les annexes du règlement CE n°338/97 sus-visé, et protégés au niveau national par les arrêtés pris pour l'application des articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement, |            |
| F3         | les actes relatifs aux permissions d'accès aux propriétés privées dans le cadre des opérations liées à la réalisation des inventaires du patrimoine naturel, et les actes relatifs au conservatoire botanique national,   |            |
| F4         | La conduite des procédures de transaction pénale, en matière de police de l'eau et de police de la pêche en eau douce.  |            |
| F5         |   |            |

| N° de code | Nature des décisions déléguées  | Références |
|------------|---|------------|
|            | L'ensemble des actes relatifs à l'instruction de la réglementation des espèces protégées au titre des l'article L.411-2 du code de l'environnement, y compris dans le cadre de l'instruction des autorisations environnementales.   |            |
| F6         | L'instruction des dossiers relatifs aux sites classés et sites inscrits, y compris dans le cadre de l'instruction des autorisations environnementales.  |            |
|            | <b>G- AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE</b>   |            |
| G1         | Les actes relatifs à l'instruction des autorisations environnementales et des certificats de projet dans les conditions fixées par le chapitre unique du titre VIII du Livre 1er du code de l'environnement, en qualité de chef de service de l'État chargé de l'inspection des installations classées (articles R 181-2 et R 181 -3 du code de l'environnement). |            |

# PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2021-02-19-001

Arrêté portant interdiction de manifester le 20/02/21 sur certaines voies et espaces publics de la ville de Bordeaux



Arrêté du 19 FEV. 2021

**portant interdiction de manifester le samedi 20 février 2021  
sur certaines voies et espaces publics de la ville de Bordeaux**

**La préfète de la Gironde**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-2 et L. 2214-4 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L. 211-1 et suivants ;

**Vu** le code de la route et notamment son article L. 412-1 ;

**Vu** le code pénal et notamment ses articles 431-3 et suivants ainsi que l'article R. 644-4 ;

**Vu** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2020-1310 du 29/10/2020 modifié ;

**Vu** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**Vu** le décret du 9 février 2020 portant nomination de M. Martin GUESPEREAU, préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone de défense Sud-Ouest auprès de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**Considérant** que, en application de l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, *sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique* ; que, en application de l'article L. 211-2 du même code, la déclaration est faite à Bordeaux à la préfecture de la Gironde, trois jours francs au moins et quinze jours au plus avant la date de la manifestation ;

**Considérant** que tous les samedis des mois de novembre et décembre 2020, des manifestations tant non déclarées que déclarées, notamment contre la loi « sécurité globale » et les « lois liberticides », ont rassemblé jusqu'à 6000 personnes dans les rues de Bordeaux ; que ce sont systématiquement agrégés à ces événements des individus issus de l'ensemble du spectre des mouvances contestataires ; que ces individus radicaux se sont livrés à des actes de dégradations sur les vitrines des commerces de la rue Saint-Catherine, interdite aux manifestations par arrêté préfectoral ; que des tags injurieux ont été constatés sur plusieurs édifices comme le tribunal et la patinoire de Bordeaux tel que « change le monde, tue un flic » ; que des barricades ont été érigées sur le cours Victor Hugo ; que des feux de poubelles ont également été à déplorer ; que les forces de l'ordre ont essuyé des jets de pétards ; que les individus auteurs de ces exactions ont été interpellés et condamnés pour certains à 4 mois de prison avec sursis probatoire et une interdiction de manifester pendant deux ans ;

**Considérant** que chaque samedi, depuis janvier 2021, a vu de nombreuses manifestations se dérouler dans les rues de Bordeaux ; qu'en fin de cortèges, des groupes de manifestants ont systématiquement tenté de s'engager dans la rue commerçante Sainte-Catherine, interdite à la manifestation par arrêté pré-



fectoral ; que les forces de sécurité intérieure doivent régulièrement faire usage de gaz lacrymogène pour contenir tout débordement et empêcher l'accès à l'hyper-centre concentrant de nombreux commerces très fréquentés ;

**Considérant** que sont relayés sur les réseaux sociaux, pour le samedi 20 février 2021, des appels à rassemblement notamment contre le rassemblement « génération identitaire » ; qu'aucune déclaration officielle de manifestation n'est parvenue à la préfecture de la Gironde ; qu'il est à craindre la présence d'individus ouvertement hostiles aux forces de l'ordre et aux commerçants, cherchant à créer des troubles à l'ordre public dans le centre-ville de Bordeaux ;

**Considérant** que l'obligation légale de déclaration préalable d'une manifestation a pour objet de permettre un échange entre l'autorité de police et les déclarants afin de mettre en place les dispositifs et mesures préventifs permettant de garantir le bon déroulement et la sécurisation de la manifestation ;

**Considérant** en outre, que les rassemblements revendicatifs non déclarés de personnes sur la voie publique ne sont pas compatibles avec le respect des règles de distanciation sociale édictées dans le contexte sanitaire actuel par le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié ;

**Considérant** que le centre de Bordeaux, dont nombre de bâtiments publics sont ciblés en permanence par des mesures particulières de sécurité, dans le contexte actuel de menace terroriste toujours à un niveau élevé, ne constitue pas un site approprié pour des manifestations non déclarées ; que la fermeture des centres commerciaux de l'agglomération bordelaise conjuguée à une période de soldes et de vacances scolaires pourrait entraîner un afflux important de personnes dans les rues commerçantes du centre-ville, ; que le respect par les commerçants du protocole sanitaire renforcé pourrait, en outre, se traduire par une affluence à l'entrée de certaines enseignes incompatibles avec des manifestations qui pourraient générer des tensions entre les manifestants, les commerçants et la clientèle ;

**Considérant** qu'il appartient à l'autorité de police compétente de concilier l'exercice du droit de manifester avec les impératifs de l'ordre public ; que, dans ce cadre, elle se doit de prendre les mesures de nature à prévenir, outre les infractions à la loi pénale, les troubles à l'ordre public, à partir de l'appréciation qu'elle fait du risque qu'ils surviennent ;

**Considérant**, dès lors, que répond à ces objectifs, une mesure qui, sans interdire de manière générale les manifestations, définit afin de garantir la sécurité des personnes et des biens le périmètre dans lequel des restrictions sont mises en œuvre, notamment à l'égard de rassemblements non déclarés, ne bénéficiant d'aucune organisation susceptible de l'encadrer et présentant des risques de troubles à l'ordre public ;

Sur proposition de la directrice des sécurités de la préfecture de la Gironde ;

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : Les cortèges, défilés et rassemblements sont interdits à Bordeaux le samedi 20 février 2021 :

- au sein du périmètre défini par :

- la place de la Bourse ;
- le quai de la Douane ;
- le quai Richelieu jusqu'à l'intersection avec le cours Victor Hugo ;
- le cours Victor Hugo
- la rue de Cursol ;
- la place de la République ;
- le cours d'Albret depuis la place de la République et jusqu'à la rue du Dr Nancel Penard ;
- la rue du Dr Charles Nancel Penard ;

- la place Gambetta ;
- le cours Georges Clémenceau ;
- la place Tourny ;
- le cours de Tournon ;
- les allées de Bristol ;
- la place des Quinconces,
- le quai Louis XVIII depuis la place des Quinconces ;
- le quai du Maréchal Lyautey ;

étant précisé que cette interdiction s'applique sur les voies et espaces publics définissant ce périmètre, à l'exception de la place de la Bourse, du quai de la Douane, du quai Richelieu, du cours Victor Hugo, de la rue de Cursol et du cours d'Albret pour sa portion comprise entre la rue de Cursol et la rue des frères Bonie.

Article 2 : Toute infraction au présent arrêté sera réprimée, s'agissant des organisateurs, dans les conditions fixées par l'article 431-9 du code pénal, à savoir six mois d'emprisonnement et de 7 500 euros d'amende et, s'agissant des participants, par l'article R. 644-4 du même code, à savoir une amende prévue pour les contraventions de quatrième classe.

Article 3 : Cet arrêté fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Le directeur départemental de la sécurité publique de la Gironde et le maire de Bordeaux ou leurs représentants, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au procureur de la République.

Le préfet délégué pour la défense et la sécurité,



Martin GUESPEREAU

# PREFECTURE DE LA GIRONDE

33-2021-02-18-001

Arrêté temporaire réglementant le transport, la détention et l'utilisation d'artifices de divertissement, le transport et la détention sur l'espace public de carburant, d'acides et de tous produits inflammables ou chimiques sur la commune de Bordeaux samedi 20 février 2021

**Arrêté temporaire réglementant le transport, la détention et l'utilisation d'artifices de divertissement,  
le transport et la détention sur l'espace public de carburant, d'acides et de tous produits inflammables  
ou chimiques sur la commune de Bordeaux  
samedi 20 février 2021**

**La préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine,  
préfète de la Gironde,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2215-1 ;

**Vu** la loi n° 2020-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 45 ;

**Vu** le décret n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** le décret n° 2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

**Vu** le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**Vu** le décret du 9 février 2020 portant nomination de M. Martin GUESPEREAU, préfet délégué pour la défense et à la sécurité de la zone Sud-Ouest auprès de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

**Vu** le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

**Vu** l'arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 modifié relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Considérant** les dangers, les accidents et les atteintes graves aux personnes et aux biens qui peuvent résulter de l'utilisation des artifices de divertissement, particulièrement sur la voie publique et dans les lieux de rassemblement ;

**Considérant** que l'utilisation des artifices de divertissement, en milieu densément urbanisé, impose des précautions particulières ; que cette utilisation occasionne également des nuisances sonores ; qu'en outre, une utilisation inconsidérée, détournée ou malintentionnée peut provoquer des atteintes graves aux personnes et aux biens ; que les risques de trouble à l'ordre et à la tranquillité publics provoqués par l'emploi de ces artifices sont susceptibles d'être importants à l'occasion des rassemblements organisés ou spontanés ;

**Considérant** le risque d'utilisation de ces artifices contre les forces de l'ordre ;

**Considérant** par ailleurs que les risques de troubles graves à la tranquillité et l'ordre publics provoqués par l'utilisation de carburants, d'acides, d'alcools et de tous produits inflammables ou chimiques, peuvent être plus importants lors de manifestations dans le cadre de mouvements sociaux dans le centre-ville de Bordeaux, il convient d'en réglementer le transport et la détention sur la commune de Bordeaux samedi 20 février 2021 ;

**Considérant** qu'il convient de prévenir la survenance de ces désordres ou d'en limiter les conséquences sur la commune de Bordeaux par des mesures adaptées ;

**Considérant** le niveau toujours élevé de la menace terroriste, la détention et l'utilisation des produits interdits par le présent arrêté sont de nature, lors des grands rassemblements, à générer des mouvements de panique avec des risques d'atteintes aux personnes et de blessures graves ;

**Sur proposition** de la directrice des sécurités :

## ARRÊTE

**Article 1 : le transport, la détention et l'utilisation** sur la voie publique ou en direction de la voie publique des **artifices de divertissement** des groupes C2 à C4, F2 à F4 et T2 au sens des décrets n°2010-580 du 31 mai 2010 modifié et n°2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015, sont interdits temporairement sur la commune de Bordeaux **samedi 20 février 2021**.

**Article 2 :** toutefois et par dérogation à l'article 1, le transport et l'utilisation aux seules personnes titulaires de l'agrément préfectoral ou du certificat de qualification prévu aux articles 5, 6 et 12 du décret du 31 mai 2010 susvisé demeurent autorisées pendant cette période, dans les limites fixées par l'article 4 de ce décret, modifié par le décret du 28 mai 2019.

**Article 3 : le transport et la détention**, sur l'espace public, de **carburants, d'acides et de tous produits inflammables ou chimiques**, dont les alcools non consommables, dans tout récipient individuel portable, tel que bouteille, bidon ou jerrycan est également interdit temporairement sur la commune de Bordeaux **samedi 20 février 2021**.

**Article 4 :** les professionnels qui, dans le cadre de leur activité, se ravitaillent habituellement en carburants au moyen de récipients transportables, sont autorisés, par dérogation aux dispositions de l'article 3, à poursuivre leur approvisionnement en justifiant de l'activité qui le nécessite.

**Article 5 :** toute infraction au présent arrêté sera constatée par des procès-verbaux et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Gironde, la directrice de cabinet de la préfète de la Gironde, le président de Bordeaux-Métropole, le maire de Bordeaux, le directeur départemental de la sécurité publique de la Gironde, la colonelle commandant le groupement de gendarmerie de la Gironde, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur du service départemental d'incendie et de secours, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes de l'État en Gironde, accessible sur le site internet de la préfecture de la Gironde.

Bordeaux, le **18 FEV. 2021**

LE PRÉFET DÉLÉGUÉ POUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ



Martin GUESPEREAU